
Quatrième session, vingt-huitième Législature
Fourth Session, Twenty-Eighth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

BILL 10

Loi concernant les régimes matrimoniaux
An Act respecting matrimonial regimes

Première lecture
First reading

M. BERTRAND

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1969

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet reproduit le rapport sur les régimes matrimoniaux préparé par le juriste chargé de reviser le Code civil et par ses collaborateurs, désignés sous le nom de « Office de revision du Code civil ».

Ce rapport contient une introduction suivie des modifications au Code civil et au Code de procédure civile proposées par l'Office accompagnées d'un commentaire en regard de plusieurs d'entre elles.

INTRODUCTION

1. La condition des époux dans le mariage concerne à la fois leur personne et leurs biens, et la nécessité de réglementer juridiquement non seulement leurs rapports personnels mais aussi leurs rapports pécuniaires n'est plus aujourd'hui nulle part remise en question. On pourrait concevoir abstraitement une union matrimoniale qui n'entraînât aucune conséquence d'ordre pécuniaire, mais il n'y aurait là qu'une vue purement théorique, incompatible avec la réalité; l'union que crée le mariage engendre nécessairement entre le mari et la femme une certaine confusion de leurs intérêts matériels et un régime matrimonial, même réduit à quelques règles simples, paraît inéluctable.

2. Il est aisé de se rendre compte que ce régime matrimonial sera plus ou moins complexe selon le degré de confusion plus ou moins grande qu'il aura pour but d'établir entre les biens des époux; et l'éventail des aménagements possibles s'étend d'un régime où tout est confondu en une masse commune — et c'est la communauté universelle —, à un régime où les patrimoines restent totalement distincts, sauf leur contribution respective aux charges familiales — et c'est la séparation de biens —.

3. La loi n'impose pas aux gens mariés un système rigide et uniforme; elle préfère permettre aux époux de choisir, par contrat de mariage, le régime qui leur convient, se contentant de les guider à cette fin en décrivant, en guise d'exemples, un certain nombre de formules-types. Mais le législateur se devait d'en désigner un, dit régime légal ou de droit commun, pour les cas d'absence ou d'invalidité du contrat de

EXPLANATORY NOTES

This bill reproduces the report on matrimonial regimes prepared by the jurist entrusted with revising the Civil Code, and his collaborators, designated under the name of "Office of Revision of the Civil Code".

This report contains an introduction followed by the amendments to the Civil Code and to the Code of Civil Procedure proposed by the Office, with comments opposite several of such amendments.

INTRODUCTION

1. The status of consorts in marriage affects both their persons and their property. Today, the necessity for the law to regulate both their personal and pecuniary relationships is no longer questioned anywhere. In the abstract, it would be possible to conceive of a conjugal union which involved no pecuniary consequences, but this outlook would be wholly theoretical and incompatible with reality; the union created by marriage necessarily gives rise to a certain mingling of the material interests of husband and wife, and a matrimonial regime, even one reduced to a few simple rules, appears to be a logical necessity.

2. It is evident that the complexity of the matrimonial regime will depend on the extent to which the regime proposes to merge the property of the consorts. The variety of possible arrangements extends from a regime where all property is mingled in a common mass — universal community of property — to a regime where the patrimonies remain totally distinct, save for their respective contributions to the expenses of the family — that is, separation of property.

3. The law does not impose a rigid and uniform system on married persons; it prefers to allow the consorts to choose, by contract of marriage, the regime suited to them, and limits itself to guiding them to this end by describing a certain number of typical forms by way of example. But the Legislature felt it necessary to designate one form, the so-called legal regime or that of the ordinary law, that would apply in the

mariage et, souhaitant entre les époux une union d'intérêts étroite et forte, il opta dès 1866 pour la communauté de meubles et acquêts (1).

4. On sait, par ailleurs, que toute cette législation de notre droit matrimonial est restée chez nous, jusqu'à tout récemment, soumise à un principe fondamental. Le Code de 1866 avait puisé dans l'ancien droit l'idée ferme que le groupement familial nécessitait inévitablement la présence d'un chef, et il avait, à cette fin, nanti le mari de prérogatives spéciales formant ce qu'on appelait « la puissance maritale » et avait, en corollaire, dénié à la femme le droit de poser, sans autorisation, certains actes de la vie civile jugés plus importants pour la vie familiale. Cette suprématie du mari était en fait imposée indistinctement, quel que soit le régime matrimonial adopté, puisque la puissance maritale et l'incapacité corrélatrice étaient des conséquences directes du mariage, mais elle était, à la vérité, tout spécialement ressentie sous le régime légal où le mari, déjà maître des biens communs, se voyait confier par surcroît l'administration des propres mêmes de sa femme.

5. C'est précisément ce principe, combattu depuis déjà longtemps, que la loi du 18 juin 1964 (2) a voulu rejeter en proclamant la pleine capacité de la femme mariée et l'égalité des époux dans le mariage.

Une telle réforme, on le voit, atteint directement l'ensemble des rapports juridiques des époux, et non seulement les dispositions régissant leurs rapports personnels. C'est pour donner à cette réforme tout son sens qu'a été entreprise une réorganisation complète des règles relatives à leurs rapports pécuniaires.

(1) Le régime de communauté de meubles et acquêts laisse à chacun des époux la propriété des immeubles qu'il possède au jour du mariage, mais il affecte aux besoins du ménage une masse commune composée, au départ, de tous les biens meubles et alimentée pendant l'union du produit des propres et des acquêts, masse soumise à l'administration du mari.

(2) Recueil annuel des lois du Québec, 1964, chap. 66.

absence of a marriage contract or where the same was invalid and, desiring a close and strong union of interests between consorts, it opted in 1866 for community of moveables and acquests (1).

4. Added to this is the fact that our entire legislation in the field of matrimonial law has, until very recently, remained subject to the basic principle that the family unit inevitably required the presence of one head — this was a well established notion of the old law that was adopted by our Code of 1866. To this end the Code granted the husband special prerogatives, known as "marital authority" and, as a corollary, it denied the wife the right, when unauthorized, to perform certain civil acts which were judged to be of major importance for family life. This supremacy of the husband was imposed without distinction and regardless of the matrimonial regime adopted by the consorts, because marital authority, and the corresponding incapacity of the wife, were treated as the direct consequences of marriage; it was, however, particularly applied in the legal regime, where the husband, already master of the common property, was also granted the administration of his wife's private property.

5. It is precisely this principle, that had long been opposed, that the act of June 18, 1964 (2) aimed to abolish by proclaiming the full capacity of married women and the equality of consorts in marriage.

It is readily seen that such a reform directly affects all of the juridical relationships of the consorts and not just the provisions governing their personal relationships. It was with a view to giving this reform its full effect that a complete reorganization of the rules relating to their pecuniary relationships was undertaken.

(1) The regime of community of moveables and acquests leaves to each of the consorts the ownership of the immovables he possesses on the day of the marriage, but it appropriates to the needs of the household a communal mass composed, at the start, of all the moveables, and to which, during the marriage, are added the proceeds of their private property and acquests. This mass is subjected to the husband's administration.

(2) Statutes of Québec, 1964, chapter 66.

I — LE CHOIX DU RÉGIME LÉGAL

6. Limiter ce travail de révision à un réaménagement des textes du Code en fonction des principes nouveaux de la loi du 18 juin 1964 eut été nettement insuffisant. Un problème majeur devait d'abord être posé et résolu: celui du choix du régime de droit commun. Sans doute la loi laisse-t-elle les futurs époux libres de formuler leur contrat de mariage selon leurs goûts et leurs intérêts — liberté qu'il n'y a certes pas lieu de discuter —, mais le régime légal actuel est-il encore un régime approprié?

On sait en effet que, depuis déjà longtemps, notre régime de communauté de meubles et acquêts connaît une complète désaffection, et une compilation récente a même révélé que, depuis cinq ans, plus de 70% des époux québécois avaient préféré se marier sous un régime différent. Quelles que soient la valeur et la légitimité des motifs qui sont à la base de cette réaction populaire, il n'en reste pas moins que le fait brutal est là et qu'il doit en être tenu compte. Il est inadmissible que le régime de droit commun n'existe comme tel que pour le petit nombre de ceux qui, par ignorance, erreur ou imprudence, ne l'auraient pas formellement ou correctement répudié. En bonne politique législative, le régime légal doit non seulement traduire un certain idéal, il doit aussi convenir à la majorité.

7. On aurait pu penser proposer en remplacement un régime de communauté construit sur des règles différentes. À cet égard, les possibilités étaient multiples, et le droit comparé en fournissait d'ailleurs de très bons exemples (3). Mais des enquêtes

I — THE CHOICE OF THE LEGAL REGIME

6. To limit this task of revision to re-arranging the text of the Code in light of the new principles of the act of June 18, 1964 would have been clearly insufficient. A major problem had first to be put and solved: the choice of the regime of the ordinary law. The law unquestionably leaves the future consorts free to draw their marriage contract according to their preferences and interests — a freedom that certainly requires no discussion — but is the present legal regime still a suitable one?

It has been known for a long time that our regime of community of moveables and of acquets has fallen into complete disfavour. A recent survey even revealed that in the last five years more than 70% of married persons in Québec preferred to marry under a different regime. Whatever may be the value and the legitimacy of the reasons for this popular reaction, the blunt fact remains and it must be taken into account. It is inadmissible that the regime of the ordinary law exist only for that small number of persons who, through ignorance, error or imprudence, did not formally or correctly repudiate it. As a matter of sound legislative policy, the legal regime must not only represent a certain ideal, it must also suit the majority.

7. By way of replacement, a regime of community based on different rules could have been suggested. The possibilities in this respect were numerous and, moreover, some very good examples were provided by comparative law (3). But serious enquiries

(3) La communauté est adoptée comme régime légal dans un grand nombre de pays, mais avec des différences portant principalement sur l'étendue de la masse commune. La communauté de meubles et acquêts est suivie en Belgique; la communauté universelle est le régime des Pays-Bas, du Portugal et du Brésil; la communauté réduite aux acquêts a été adoptée en Espagne, dans la République Argentine, au Chili, et tout récemment (13 juillet 1965) en France. Par ailleurs, le Code civil suisse a admis, comme régime de droit commun, le régime d'union des biens qui accorde au mari l'administration et la jouissance des apports de la femme, celle-ci ayant droit, à la dissolution, au tiers du bénéfice réalisé.

(3) Community has been adopted as the legal regime in a large number of countries, but with differences bearing principally on the extent of the common mass. Community of moveables and acquets is followed in Belgium; universal community is the regime of the Netherlands, Portugal and Brazil; community restricted to acquets was adopted in Spain, the Argentine Republic, Chile and, just recently (July 13, 1965), in France. Moreover, the Swiss Civil Code has accepted, as the legal regime, that of the union of property which grants the husband the administration and enjoyment of the property brought by the wife, the latter having the right, upon dissolution, to one third of the gains.

sérieuses ont montré que le mouvement était irréversible et que tout régime d'esprit communautaire soulèverait la même réprobation et aboutirait au même échec. Il appert que la majorité des Québécois s'opposent à l'idée de sacrifier, en se mariant, une partie de leur autonomie juridique et ne croient pas que l'union des personnes, pour être complète, doive emporter nécessairement une confusion totale, ni même partielle, de leur patrimoine.

8. Faudrait-il rapidement déduire de là que le régime de droit commun le mieux adapté au milieu québécois serait la séparation de biens?

On l'a à maintes reprises préconisé, faisant grand état de la situation acquise dans le monde anglo-saxon et prenant argument du nombre croissant des époux québécois qui l'adoptent. Le régime de séparation n'est-il pas le régime de liberté et d'indépendance qui, à l'antipode de la communauté traditionnelle, respecte le mieux l'égalité des époux? Seulement, il arrive que la sauvegarde de cette liberté et de cette indépendance s'avère parfois extrêmement onéreuse pour l'un des conjoints et même, en certains cas, aboutisse à une véritable injustice. Il est encore normal dans les ménages québécois que la femme consacre tout son temps aux soins familiaux et que le mari reste le seul à pouvoir gagner des biens par son travail; il devient alors dangereux qu'au terme de la vie conjugale, la femme n'ait aucune part dans des économies dont elle a peut-être elle-même permis la sauvegarde et l'accumulation.

On aurait pu suggérer l'adoption du régime de séparation, qui paraît si simple, tout en limitant la liberté de tester du mari par l'introduction d'une réserve, d'une légitime ou d'une obligation alimentaire post-mortem. Disons d'abord que c'est illusion de croire que l'adoption de la séparation de biens, comme régime légal, aurait l'avantage de créer dans tous les cas une situation simple et facile. La séparation de biens, non mitigée par contrat, laisserait subsister des situations ambiguës, voire anormales, que nous pouvons du reste déjà observer dans le système actuel de la sépara-

disclosed that the movement was irreversible and that any regime in the spirit of community would give rise to the same censure and would conclude in the same failure. It appears that the majority of Quebecers is opposed to the idea of sacrificing, through marriage, a part of their juridical autonomy and does not believe that the union of their persons must, to be complete, necessarily involve a total, or even a partial, merging of their patrimonies.

8. Must it be immediately concluded that the legal regime best adapted to the Québec milieu would be one of separation of property?

It has on numerous occasions been advocated. Much is made of the present state of affairs in the English-speaking world in this respect, and the increasing number of Québec consorts who adopt it is taken as support for this position. The regime of separation, diametrically opposed to the traditional system of community, is said to be one of freedom and independence which best respects the equality of the consorts. However, it so happens that the safeguarding of this freedom and independence sometimes proves extremely burdensome for one of the consorts and, in certain cases, even results in real injustice. It is still usual in Québec households for the wife to devote all her time to the care of the family and for the husband to be the only one able to amass an estate by his work; there accordingly exists the danger that at the end of their married life the wife will not receive any share in the savings, the accumulation and protection of which she herself perhaps made possible.

The adoption of a regime of separation, which gives such an impression of simplicity, might have been recommended, coupled with a limiting of the husband's freedom of willing by the introduction of a reserve, a légitime or an after-death alimentary obligation. It must at once be pointed out that it would be illusory to believe that the adoption of separation of property as the legal regime would in all cases lead to a simple and straight-forward solution. Ambiguous and even abnormal situations, which can moreover already be observed with respect to the present system of conventional separa-

tion conventionnelle: confusion de fait des patrimoines personnels des conjoints; partage trop souvent fait au hasard des charges du ménage; administration mal définie par le mari des biens de son épouse; parfois même introduction d'une communauté partielle (par le biais de procédés, tels le compte conjoint, l'achat de biens en commun) vers laquelle les époux, paradoxalement, tendent malgré eux. D'autre part, on peut difficilement soutenir que des droits successoraux pourraient remplacer adéquatement les droits matrimoniaux auxquels un conjoint peut prétendre. D'autant plus que restent possibles, sous un régime de séparation, ces tractations plus ou moins frauduleuses au moyen desquelles un époux peut réduire sa succession à néant et rendre illusoire le droit de son conjoint. D'ailleurs il est clair que la protection qui résulterait d'une modification en ce sens du droit successoral ne jouerait que dans le cas où le régime est dissous par décès, ce qui n'est évidemment pas satisfaisant.

N'est-il pas plus convenable de promouvoir dès le mariage, entre deux personnes aussi intimement unies dans la poursuite d'un but commun, une certaine communauté d'intérêts, mais sans pour autant chercher à créer une confusion, même partielle, de leur patrimoine? S'il était possible d'organiser un système matrimonial qui, tout à la fois, respecterait l'autonomie, l'égalité et l'indépendance des deux époux, et permettrait à chacun de participer, lors de la dissolution du régime, aux bénéfices réalisés pendant sa durée, n'y aurait-il pas là une formule-type permettant d'atteindre le but désiré et susceptible de rallier, comme il se doit, l'adhésion de la majorité? (4) Le régime légal proposé, la société d'acquêts, traduit fondamentalement ces préoccupations.

9. Ce régime de société d'acquêts est inspiré: d'une part, du régime de droit

tion, would continue to exist under a separation of property unmitigated by contract: a de facto confusion in the personal patrimonies of the spouses; a partition of the expenses of the marriage that is too often left to chance; a badly defined administration by the husband of his wife's property; sometimes even an indirect introduction of a partial community arising from some of the ways in which their affairs are managed, such as joint accounts, the purchase of property in common — a community to which, paradoxically, the consorts tend in spite of themselves. Moreover, rights in a succession are not an adequate substitute for matrimonial rights, especially since it remains possible under a regime of separation for a consort to reduce his estate to nothing, and thus render the right of his consort illusory by a variety of more or less fraudulent transactions. Furthermore, it is clear that the protection which would result from such a change in the law of successions would only apply in the case where the regime is dissolved by death, and this is manifestly unsatisfactory.

Would it not be more suitable to promote between two persons so intimately united in the pursuit of a common objective, a certain community of interest from the time of the marriage without, however, attempting to create a confusion, even partial, of their patrimonies? If it were possible to organize a matrimonial system which would, at the same time, respect the autonomy, equality and independence of the two consorts, and permit each to participate, at the dissolution of the regime, in the gains realized in the course of its duration, would we not have a standard formula achieving the desired objective and capable of rallying, as it should, the support of the majority? (4) These objectives are fundamentally reflected in the proposed legal regime, the partnership of acquests.

9. This regime of partnership of acquest is drawn: on the one hand, from the legal

(4) C'est précisément à cette idée que semble devoir se rallier la Commission de réforme du droit ontarien, si l'on en juge par le rapport préliminaire présenté récemment par son comité du droit familial. Voir « Study prepared by the Family Law Project », Toronto, 1967 vol. III, p. 521 et s.

(4) Judging from the preliminary report recently presented by its Committee on Family Law, the Ontario Law Reform Commission appears to be tending towards the adoption of just such a concept. See "Study prepared by the Family Law Project", Toronto, 1967, vol. III, p. 521 et seq.

commun admis en Suède (Code du mariage du 11 juin 1920), au Danemark (Loi du 18 mars 1925), en Norvège (Loi du 20 mai 1927), en République fédérale allemande (Loi du 18 juin 1957); et, d'autre part, du régime de participation aux acquêts du projet français de 1932. Mais il en diffère sur un certain nombre de points d'importance.

Les régimes scandinaves font tous naître une multiplicité de patrimoines (cinq), puisque, dès l'origine, ils distinguent les biens du mari sur lesquels la femme a un « droit matrimonial » et ceux sur lesquels elle n'en a pas (biens personnels constitués par contrat de mariage ou acquis par donation, testament ou succession); les biens de la femme sur lesquels le mari a lui aussi ce « droit matrimonial » et ceux sur lesquels il n'en a pas; enfin, les biens indivis acquis conjointement par les deux. En effet, le mari et la femme administrent leurs biens, mais avec d'importantes restrictions quant à ceux dits matrimoniaux, et chacun d'eux est tenu non seulement des dettes contractées par lui, mais aussi de toutes celles relatives à l'entretien de la famille qui sont communes. On a là un système qui paraît susciter des réserves sérieuses, tout spécialement à cause de cette multiplicité de patrimoines qui rend complexe l'application des règles de gestion; d'autant plus qu'il est souvent difficile aux tiers de connaître l'origine des biens, et partant les pouvoirs exacts de l'un ou l'autre des époux à leur égard.

Dans le régime de la République fédérale allemande (B.G.B., art. 1363), l'ensemble du patrimoine de chaque époux, sans distinction entre biens personnels et biens matrimoniaux, est évalué au moment de la célébration du mariage, et puis plus tard au moment de sa dissolution: ce qui permet de calculer mathématiquement le gain réalisé pendant le mariage, sur lequel le conjoint a droit pour moitié. Il est vrai que pour permettre, en certains cas, une simplification des calculs et des preuves, la loi accorde au survivant, lorsque le mariage se dissout par la mort, le droit de demander le quart de la fortune du pré-mourant au lieu de la moitié de ses gains; à la vérité, la complexité n'est pas ainsi tellement réduite, et de toute façon le système dans son ensemble

regime adopted in Sweden (the Marriage Code of June 11, 1920), Denmark (law of March 18, 1925), Norway (law of May 20, 1927), the Federal Republic of Germany (law of June 18, 1957); and, on the other hand, from the regime of participation in acquests of the 1932 French draft. But it differs from them on a certain number of important points.

The Scandinavian regimes all give rise to a multiplicity of patrimonies (five) because, from the outset, they make a distinction between the property of the husband on which the wife has a "matrimonial right" and that on which she has no such right (property made personal by the marriage contract or that acquired by gift, will or succession); the property of the wife on which the husband in turn has this "matrimonial right" and that on which he does not; and, finally, undivided property acquired by them jointly. In effect, both the husband and the wife administer their own property, but with important restrictions as to that said to be "matrimonial". Each of them is bound not only for his own debts, but also for all those relating to the maintenance of the family which are common. This system gives rise to serious reservations, particularly by reason of the multiplicity of patrimonies which complicates the application of the rules of management, especially since it is often difficult for third persons to know the origin of property and, consequently, the exact powers of one or other of the consorts with respect to it.

According to the regime of the Federal Republic of Germany (B.G.B. art. 1363), the entire patrimony of each consort, without distinguishing personal and matrimonial property, is valued at the moment of the celebration of the marriage and again later at the moment of its dissolution: this makes possible a mathematical calculation of the gain realized during the marriage, to which the consort has a right to one-half. It is true that in certain cases, in order to provide for a simplification of the calculations and proof, the law grants to the survivor, when the marriage is dissolved by death, the right to ask for one quarter of the predeceased's estate in lieu of one-half of his gains; in truth, the complexity is not thereby much reduced and, in any event,

paraît peu adapté à nos moeurs.

La participation aux acquêts du projet Renoult proposé en France en 1932 ne confondait pas les biens des époux, mais divisait néanmoins chaque patrimoine en deux masses, sur l'une desquelles — les acquêts — le titulaire n'avait que des droits limités. On a eu raison de lui objecter notamment la difficulté d'administration qu'il soulèverait et la pénible nécessité de distinguer les propres des acquêts pendant tout le cours du mariage. (5)

10. Le régime de société d'acquêts préconisé par ce rapport se présente sous une forme beaucoup plus simple comme le démontrent les grandes lignes de son organisation.

Pendant le mariage, chaque époux conserve l'entière maîtrise de son patrimoine (6) et reste pleinement responsable de ses dettes: l'autonomie est totale, sauf évidemment la nécessité pour l'un et l'autre de contribuer, chacun selon ses moyens, aux besoins du ménage. Il n'y a donc aucune difficulté de gestion. Si d'aventure l'un des époux confie à l'autre l'administration de ses biens, celle-ci sera soumise aux règles générales relatives au contrat de mandat, avec obligation pour le mandataire de rendre compte, sauf quant aux fruits perçus qui, en vertu d'une règle ancienne (article 1424 C.C.), que le projet applique à tous les régimes (nouvel article 182), seront présumés avoir été consommés pour les besoins du ménage. Ce n'est qu'à la dissolution du régime (par décès, séparation de corps, séparation de biens ou autrement) que deviendra partageable une partie du patrimoine de chaque époux: celle qui aura été constituée des bénéfices réalisés au cours du régime. Les biens possédés avant le mariage ou acquis depuis à titre gratuit resteront propres et ne seront pas soumis à partage, ni les effets à caractère personnel, tels les souvenirs ou les instruments de travail; mais tous les autres biens, fruits des propres ou revenus provenant du travail, tous ceux dont le carac-

the system as a whole appears little adapted to our customs.

The participation in acquets in the Renoult draft proposed in France in 1932 did not involve a mingling of the property of the consorts, but it nevertheless divided each patrimony into two masses in one of which — the acquets — the holder only had limited rights. Quite rightly, objections were especially made to the difficulties of administration to which it would give rise and to the troublesome necessity of distinguishing private property and acquets during the whole of the course of the marriage. (5)

10. The regime of partnership of acquets recommended by this report has, as the broad outline of its structure shows, a much simpler form.

During the marriage, each consort retains the entire control of his patrimony (6), and remains fully responsible for his debts: the autonomy of each is complete, save for the obvious need that each contribute, according to his means, to the needs of the household. There is, therefore, no difficulty as to management. If by chance one of the consorts entrusts the administration of his property to the other, the latter will be subjected to the general rules respecting the contract of mandate, under which the mandatory is obliged to render an account, save as to fruits received which, under an old rule (article 1424 C.C.) that the draft renders applicable to all regimes (new article 182), will be presumed to have been consumed for the needs of the household. It is only on the dissolution of the regime (by death, separation from bed and board, separation of property or otherwise) that a part of the patrimony of each consort will become subject to partition: that part which will have been made up of the gains realized during the course of the regime. Property possessed before marriage or acquired subsequently by gratuitous title will remain private property and will not be subjected to partition, nor will the effects of a personal character such as souvenirs or tools, implements or other

(5) Voir, à ce sujet, H., L. et J. Mazeaud, *Leçons de droit civil*, t. IV, 1966, no. 559 et s., p. 461 et s.

(6) Sauf qu'il ne peut disposer à titre gratuit de ses acquêts, comme il sera dit plus loin.

(5) See on this subject, H., L. and J. Mazeaud, *Leçons de droit civil*, vol. IV, 1966, no. 559 et seq., p. 461 et seq.

(6) Except, as will be seen later, that he cannot dispose of his acquets by gratuitous title.

rière de propre ne sera pas établi par une preuve légale, seront partageables (7). Et c'est en valeur, et non en nature, que ce partage devra avoir lieu si l'époux titulaire du patrimoine, ou ses héritiers, le préfèrent.

11. *L'organisation technique de ce régime nouveau sera mieux explicitée dans les commentaires des textes suggérés, mais on peut voir dès maintenant que, pendant sa durée, il présente tous les avantages de la séparation de biens, à laquelle les époux québécois semblent s'attacher de plus en plus. Sans doute le mode de liquidation prévu pour réaliser le partage des acquêts au moment de la dissolution apportera quelques difficultés; mais celles-ci seront réduites, et le fait que le partage pourra s'opérer en valeur préviendra le morcellement des héritages parfois si préjudiciable. De toute façon, ces inconvénients techniques de mise en oeuvre seront incontestablement moins grands qu'avec n'importe quel autre régime, sauf bien sûr la séparation pure et simple qui, en définitive, équivaut à une absence de régime (8).*

(7) *Les auteurs du projet avaient d'abord suggéré de conserver le caractère de propre aux revenus des biens possédés avant le mariage ou acquis depuis à titre gratuit pour ne laisser dans la masse partageable que le produit du travail. On les a convaincus de modifier leur conception initiale pour couvrir le cas d'époux vivant du produit de leurs biens, et pour éliminer un certain nombre de difficultés que risque de soulever en pratique cette distinction entre « propres » et « acquêts ».*

(8) *Cette affirmation à l'effet que les difficultés disparaissent sous un régime de séparation est d'ailleurs partiellement discutable, on le sait, car même alors il reste le problème du partage des biens possédés en commun, comme les meubles de ménage, et, en l'absence d'une clause expresse du contrat de mariage (ce qui serait la situation normale si la séparation de biens devenait le régime légal), ce problème peut être difficile à résoudre.*

things used in a trade or a profession; but all other property, fruits of private property or revenues arising out of work, and all property that has not been established by legal proof to be private property, will be subject to partition (7). And it is in value, and not in kind, that this partition will take place if it is so preferred by the consort who is the holder of the patrimony or his heirs.

11. *The technical structure of this new regime will be set forth in greater detail in the commentaries on the recommended texts, but it can immediately be seen that, during its existence, it offers all the advantages of separation of property, to which Québec consorts seem more and more attached. Without doubt the mode of liquidation designed for carrying out the partition of the acquests at the moment of dissolution will produce some difficulties; but these will be curtailed, and the fact that the partition may be effected in value will forestall the breaking up of assets which is at times so injurious. In any event, these technical inconveniences of implementation will incontestably be less than those under any other regime, save of course pure and simple separation of property which, in short, is equivalent to the absence of a regime (8).*

(7) *The authors of the draft had at first recommended classifying as private property the revenues of property possessed before marriage or acquired subsequently by gratuitous title so that only the proceeds of work would fall into the mass subject to partition. They were persuaded to change their first proposal so as to include the case of the consort who lives off the proceeds of his property; this at the same time would eliminate a certain number of difficulties that might have resulted, in the practical application of the regime, from the distinction between "private property" and "acquests".*

(8) *Moreover, the statement to the effect that all difficulties disappear under the regime of separation is in part questionable, because, as is known, even under such a regime there remains the problem of the partition of property possessed in common, such as household effects, and, in the absence of an express clause in the marriage contract (which would be the general case if separation were the legal regime), this problem can be difficult to solve.*

II—LE REMANIEMENT DES RÉGIMES COMMUNAUTAIRES ET DE QUELQUES AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU STATUT PATRIMONIAL DES ÉPOUX

12. Puisque les époux doivent rester libres de choisir le régime qui leur convient, l'adoption d'un régime de droit commun mieux adapté ne dispense pas le législateur de la nécessité de prévoir un certain nombre d'autres formules-types.

Au tout premier rang des régimes conventionnels possibles doit être prévue la communauté de meubles et acquêts qui, malgré toutes les critiques dont elle a été l'objet, est très loin de ne présenter que des inconvénients. Tous les régimes communautaires, en effet, accordent à la femme des avantages évidents que l'on a trop tendance à méconnaître: le droit strict qui lui est accordé d'accepter ou de répudier la communauté au moment de la dissolution, joint à son bénéfice d'émolument qui lui permet de ne payer les dettes communes qu'en proportion de l'actif qu'elle recueille, lui assurent en effet une protection extrêmement efficace. Il est vrai qu'au temps où la gestion de son patrimoine propre était laissée au mari, le système pouvait paraître peu séduisant. Mais la loi du 18 juin 1964 a déjà corrigé en partie cette situation et l'amélioration à cet égard peut sans difficulté être poursuivie.

C'est dans ce sens qu'avait procédé le projet initial, mais il l'avait fait avec une certaine réserve puisqu'il s'employait uniquement à reprendre en partie les textes existants. Ce n'était pas suffisant. Une nouvelle analyse, suscitée par les observations de quelques commentateurs, a montré que le respect des principes nouveaux postulait une réforme plus profonde et plus complète. Cette réforme, le projet actuel tente de la réaliser.

13. Sous une seule réserve, celle du maintien du principe de l'unité de gestion du patrimoine commun — nécessaire pour empêcher une défiguration complète du régime — il importe non seulement d'assurer à la femme commune en biens l'exercice de sa pleine capacité juridique, mais surtout de la placer dans un état de parfaite égalité avec son mari. D'une telle prise de position découle un certain nombre de conséquences

II—ADJUSTMENTS TO THE COMMUNITY REGIMES AND TO SOME OTHER PROVISIONS RELATING TO THE PATRIMONIAL STATUS OF THE CONSORTS.

12. Since the consorts must remain free to choose the regime which suits them, the adoption of a better adapted legal regime does not relieve the Legislature from the necessity of providing for a certain number of other typical forms.

Among the very first of possible conventional regimes provision must be made for the community of moveables and acquests which, despite all the criticism directed against it, is very far from offering only disadvantages. All community regimes, in effect, favour the wife with self-evident advantages which are too often misprized: her clear right to accept or renounce the community at the moment of dissolution coupled with the benefit which allows her to pay the common debts only in proportion to the assets she receives, assure her an extremely effective protection. It is true that while the administration of her private property was confided to the husband, the system had very little appeal. But the act of June 18, 1964 has already corrected this situation in part, and it would not be difficult to make further improvements.

The initial draft did effect some changes, but did so in a rather limited fashion, since its objective was merely the revision of existing texts. This did not suffice. A fresh analysis of the situation, made because of the remarks of certain commentators, disclosed that if the new principles were to receive full application, a deeper and more complete reform was necessary. The present draft constitutes an attempt at such a reform.

13. With one exception, that of the maintenance of the principle of the unity of management of the common patrimony, which is necessary in order to prevent a complete distortion of the regime, it is important not only to ensure that the wife common as to property is in a position to exercise her full legal capacity, but above all that she be granted a status completely equal to that of her husband. A certain

majeures.

Tout d'abord, les restrictions à sa capacité que la loi du 18 juin 1964 avait maintenues pour la femme commune, celle, par exemple, d'accepter une tutelle ou une exécution testamentaire, doivent être purement et simplement supprimées. D'autre part, pour exercer sa capacité et accomplir tous les actes de la vie civile, la femme doit non seulement conserver l'administration de ses propres et la gestion de ses biens réservés, mais elle doit aussi avoir dans tous les cas le pouvoir de les engager. Et ce, sans réserve: il ne doit plus être question d'autorisation du mari, ni de contrôle éventuel du juge (articles 1297 et 1298 C.C.).

Cependant, même si le mari n'est plus le chef de l'association conjugale, il doit demeurer l'administrateur du patrimoine commun, et à ce titre, il doit être en mesure d'empêcher que les biens qui en font partie ne soient définitivement engagés malgré lui. D'où la règle suggérée selon laquelle les actes de la femme engagent automatiquement et sans restriction tous ses propres, aussi bien que ses biens réservés, mais ne lient les biens communs que si le mari ne s'y est pas opposé. Il n'est pas question de consentement comme auparavant, mais d'une simple possibilité d'opposition dans un délai imparti dont le seul effet sera justement d'empêcher que les biens de la communauté ne soient engagés.

Il faut bien se rendre compte toutefois que cette situation, si normale soit-elle, modifie l'esprit traditionnel du régime et transforme radicalement la situation des époux à l'égard des tiers. Les pouvoirs de la femme sur les biens communs étant considérablement augmentés, il serait injuste de faire supporter par le mari seul un passif dont il n'a plus le contrôle puisqu'il peut provenir autant du chef de la femme que de son chef à lui. Pour rétablir l'équilibre il suffit de décider que le mari ne devra plus répondre sur ses biens propres des dettes contractées par la femme, même si elles sont entrées en communauté par suite d'absence d'opposition de sa part. Les textes relatifs à l'obligation et à la contribution des époux aux dettes de la communauté ont donc été refaits.

number of important consequences flow from this premise.

In the first place, the restrictions on the capacity of the wife in community that were maintained by the act of June 18, 1964, such as those relating to the acceptance of a tutorship or a testamentary executorship, must be purely and simply done away with. Then, in order that she may be fully capable and able to perform all civil acts, the married woman must not only have the administration of her private property and the management of her reserved property, but she must also have the power to bind them in all instances. Furthermore, no exceptions can be permitted: there must no longer be any question of the husband's authorization or the possibility of judicial control (articles 1297 and 1298 C.C.).

However, even though the husband is no longer head of the conjugal association, he must remain the administrator of the common patrimony and as such he must be in a position to prevent its assets from being definitively bound against his will. Hence the recommended rule whereby the acts of the wife automatically and without restriction bind all her private property, as well as her reserved property, but they only bind the common property if the husband has not objected thereto. There is no question of his consent as there formerly was, but only the simple possibility of an opposition within a given delay, the sole effect of which will simply be to prevent the assets of the community being bound.

It must nevertheless be realized that no matter how reasonable this may be, it changes the traditional tenor of the regime and radically transforms the relationships between consorts and third parties. The powers of the wife over the community assets having been considerably increased, it would be unjust to have the husband alone responsible for the debts over which he no longer has control since they can be incurred by his wife as well as by him. The balance can easily be re-established by rendering the husband's private property no longer liable for debts contracted by the wife even where the community is liable for them because of his having made no opposition. The texts that govern the liability of the consorts and their contributions to the debts of the community have consequently been rewritten.

Le projet tel qu'il se présente maintenant remanie donc complètement les règles d'organisation de la communauté, mais il le fait en fonction des principes nouveaux et dans le seul but d'en faire un régime susceptible de convenir aux goûts et aux besoins d'un plus grand nombre.

14. On sait que l'immutabilité des conventions matrimoniales a toujours été chez nous une règle impérative directement rattachée au principe de la liberté de choix du régime. La loi a permis aux époux d'aménager leur statut patrimonial au gré de leurs intérêts mais elle a également voulu, principalement en vue de protéger les tiers, qu'une fois le mariage célébré le régime des biens fût définitivement fixé et restât à l'abri de toutes modifications de nature conventionnelle. Malgré les critiques dont ce principe d'immutabilité a pu faire l'objet au cours des dernières années, et bien que certaines législations modernes de même source que la nôtre ne l'aient pas retenu, les auteurs du projet avaient d'abord pensé préférable d'en proposer le maintien. Ils voulaient éviter des difficultés d'ordre technique et ne pas donner ouverture à des tentatives de fraude à l'égard des tiers. Cependant, après une nouvelle étude suscitée par les remarques de divers commentateurs, ils en sont venus à la conclusion qu'une mutabilité judiciairement contrôlée et soumise à une publicité bien organisée pouvait offrir plus d'avantages que d'inconvénients.

15. De plus, sous l'empire du Code actuel, ce principe d'immutabilité est sanctionné en même temps qu'un certain nombre de règles prohibitives qui ont pour objet de limiter partiellement la liberté contractuelle des époux l'un à l'égard de l'autre. En effet, une femme ne peut cautionner son mari, et les époux ne peuvent non plus se donner, se vendre ou s'échanger leurs biens. Ces restrictions sont imposées surtout dans le but d'éviter des marchandages et des abus d'influence qui pourraient mettre en danger l'harmonie du ménage en même temps qu'elles visent à écarter la fraude à l'égard des tiers, fraude que l'intimité entre les époux pourrait grandement faciliter. Le projet propose l'abolition pure et simple de ces dispositions qu'on dit restreindre inutilement et vainement la liberté des époux. Il faut dire toutefois que l'un des auteurs du projet se déclare fermement opposé à une telle argu-

The draft in its present form accordingly completely alters the community structure, but it does so in conformity with the new principles and with the sole aim of making it a regime likely to suit the tastes and needs of a larger number of people.

14. In our law, the immutability of marriage covenants has always been an imperative rule directly connected to the principle of freedom of choice of the regime. The law has permitted the consorts to arrange their relationships as to property to suit their interests, but it has also determined, principally with a view to protecting third parties, that once a marriage is celebrated the property regime is definitively fixed and is to remain secure from all changes of a conventional nature. In spite of the criticisms to which the principle of immutability has been subjected in the last few years, and even though it has not been incorporated into legal systems having the same origins as ours, the authors of the draft had at first thought it preferable that its retention be proposed. They wished to avoid technical difficulties and opening the door to fraudulent endeavours with respect to third parties. They came to the conclusion, however, after a new study resulting from the remarks of various commentators, that the advantages of a system of mutability which would be judicially controlled and subjected to a well organized publicity would outweigh its disadvantages.

15. Moreover, under the present Code, this principle of immutability is accompanied by a certain number of prohibitive rules the object of which is to partially limit the contractual freedom of the consorts with respect to each other. In effect, a wife cannot act as her husband's surety, nor can the consorts enter into gifts, sales or exchanges of their property with each other. These restrictions are imposed especially with a view to preventing deals and abuses of influence which could endanger the harmony of the household and they aim, at the same time, at preventing fraud in regard to third parties which the intimacy of the consorts might greatly facilitate. The draft proposes the pure and simple abolition of these provisions which are said to restrain, in vain and to no purpose, the freedom of the consorts. It must, however, be said that one of the authors of the draft has declared

mentation et aux conclusions qu'on en tire. S'il reconnaît qu'il n'y a aucune raison d'empêcher la femme de s'engager pour son mari — le cautionnement, malgré le danger qu'il recèle, étant avant tout un acte d'entraide tout à fait conforme à l'esprit du mariage — il est toutefois d'avis que les autres prohibitions sont de nature à protéger, non pas seulement les époux et les tiers, mais aussi et surtout l'union conjugale elle-même qui, pour s'épanouir et se maintenir, requiert un climat difficilement comparable à celui qui convient aux tractations d'affaires.

16. Voilà donc les principales données du projet qui est ici présenté et dont on mesurera mieux la portée à la lumière des explications données au regard de chacun des textes qu'il propose.

Montréal, le 20 mai 1968

L'Office de revision du Code civil
(signé) Paul-A. Crépeau, président

Le Comité des régimes matrimoniaux
Roger Comtois, président
Louis M. Baudouin
André Lesage (9)
Louis Marceau, c.r., rapporteur

(9) Me Lesage est décédé avant la présentation officielle du rapport.

himself firmly opposed to this line of reasoning and to the conclusions drawn from it. While he acknowledges that there is no reason for preventing the wife from binding herself for her husband — suretyship, in spite of the danger it conceals, is, above all, an act of mutual aid entirely in conformity with the spirit of marriage — he is of the opinion that other prohibitions are of a nature to protect not only the consorts and third parties but also, and above all, the conjugal union itself which, in order to flourish and to last, requires a climate which can hardly be compared to that favourable to business bargaining.

16. These, then, are the basic principles of the draft presented, the full significance of which will be better appreciated in the light of the explanations given with respect to each of the proposed texts.

Montreal, May 20, 1968

The Office of Revision of the Civil Code
(signed) Paul-A. Crépeau, president

The Committee on Matrimonial Regimes
Roger Comtois, president
Louis M. Baudouin
André Lesage (9)
Louis Marceau, Q.C., rapporteur

(9) Me Lesage died before the formal submission of the report.

BILL 10

Loi concernant les régimes matrimoniaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 109 et 110 du Code civil sont remplacés par les suivants:

« **109.** La société d'acquêts ainsi que la communauté de biens sont dissoutes provisoirement du jour de la demande à cette fin par les héritiers présomptifs après le temps requis pour se faire envoyer en possession des biens de l'absent ou à compter de l'action que le conjoint présent porte contre eux au même effet; et, dans ces cas, il peut être procédé à la liquidation et au partage des acquêts ou des biens de la communauté à la demande de l'époux présent, des envoyés en possession ou de tous autres intéressés.

« **110.** Au cas d'application de l'article 109, les conventions et droits des conjoints, subordonnés à la dissolution de la société d'acquêts ou de la communauté, deviennent exécutoires et exigibles. ».

2. L'article 177 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 66 des lois de 1964, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **177.** La capacité juridique des époux n'est pas diminuée par le mariage; seuls

BILL 10

An Act respecting matrimonial regimes

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Articles 109 and 110 of the Civil Code are replaced by the following:

“**109.** Partnership of acquests and community of property are provisionally dissolved from the day of the demand to that effect by the presumptive heirs, after the time required for obtaining authority to take possession of the absentee's property, or from the date of the action that the consort who is present brings against them, for the same purpose; and, in these cases, the liquidation and partition of the acquests or of the property of the community may be proceeded with on the demand of such consort, or of the persons authorized to take provisional possession, or of any other parties interested.

“**110.** In the case of the application of article 109, the covenants and rights of the consorts, dependent on the dissolution of the partnership of acquests or of the community, become effective and exigible.”.

2. Article 177 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 66 of the statutes of 1964, is again replaced by the following:

“**177.** The legal capacity of the consorts is not diminished by marriage. Only

Articles 109 et 110:

Les modifications apportées à ces articles résultent du fait qu'il fallait prévoir les conséquences de l'absence de l'un des époux mariés sous le régime de la société d'acquêts.

Articles 109 and 110:

The amendments made to these articles result from the fact that it was necessary to provide for the consequences of the absence of one of the consorts married under the regime of partnership of acquests.

Article 177:

Le texte de l'article 177 C.c., tel qu'adopté par la loi du 18 juin 1964, laisse entendre que le régime matrimonial peut restreindre la capacité de la femme mariée, ce qui n'est pas le cas. D'où la modification suggérée.

Article 177:

The text of Article 177 C.C., as adopted by the act of June 18, 1964, implies that the matrimonial regime can limit the capacity of the married woman, which is not the case. Whence the recommended change.

leurs pouvoirs peuvent être limités par le régime matrimonial. ».

3. Les articles 181 à 184 dudit code, remplacés par l'article 1 du chapitre 66 des lois de 1964, sont de nouveau remplacés par les suivants:

« **181.** Sous tous les régimes, l'époux qui a eu l'administration des biens de son conjoint n'est comptable que des fruits existants et non de ceux qui ont été consommés avant qu'il n'ait été mis en demeure de rendre compte, à moins qu'il n'y ait eu convention expresse au contraire.

« **182.** Un époux peut être autorisé par un juge de la Cour supérieure à passer seul un acte pour lequel le concours ou le consentement de son conjoint serait nécessaire, s'il ne peut l'obtenir pour raison d'incapacité, d'absence, d'éloignement ou pour toute autre cause, ou si le refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé conformément à cette autorisation est opposable à l'autre époux sans qu'il en résulte à sa charge aucune obligation personnelle.

« **183.** Si l'un des époux a outrepassé ses pouvoirs sur les biens communs, sur ses propres ou sur ses acquêts, l'autre, à moins qu'il n'ait ratifié l'acte, peut en demander l'annulation.

L'action en nullité est ouverte au conjoint pendant deux années à compter de la date où il a eu connaissance de l'acte; elle ne peut toutefois être intentée plus de deux ans après la dissolution de la communauté ou de la société d'acquêts.

« **184.** L'époux qui se présente seul pour faire un acte relatif à un bien meuble qu'il détient individuellement, est réputé, à l'égard des tiers de bonne foi, avoir le pouvoir de faire seul cet acte. ».

4. L'article 205 dudit code est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, ce qui suit: « , toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, ».

their powers can be limited by the matrimonial regime.”.

3. Articles 181 to 184 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 66 of the statutes of 1964, are again replaced by the following:

“**181.** Under all regimes, the consort who has had the administration of the property of his spouse is, in the absence of an express agreement to the contrary, accountable only for the fruits then existing and not for those consumed before he has been put in default to render an account.

“**182.** A consort may be authorized by a judge of the Superior Court to enter alone into an act for which the concurrence or the consent of his spouse would be required if he cannot obtain it by reason of incapacity, absence, remoteness or any other cause, or if the refusal is not justified in the family interest.

An act made in conformity with such authorization may be invoked against the other spouse without his becoming personally liable.

“**183.** If one of the consorts has exceeded his powers over the property of the community, over his private property or his acquets, the other, unless he has ratified the act, may ask for its annulment.

The consort may take the action in nullity during the two years next following the date on which he became aware of the act but not more than two years after the dissolution of the community or of the partnership of acquets.

“**184.** A consort presenting himself alone for the purpose of entering into an act concerning a moveable that is in his sole physical possession is deemed, so far as third parties in good faith are concerned, to have the power to enter alone into such act.”.

4. Article 205 of the said Code is amended by striking out the words “, and all alienations made by him of the immoveable property of such community,” in the second and third lines.

Article 181:

En revoyant l'article 181 du Code actuel on se rend compte qu'il n'est plus nécessaire, étant donné que le principe de la capacité de la femme mariée est acquis juridiquement et présentement entrée dans nos mœurs.

Le nouveau texte de l'article 181 est une généralisation de la règle actuelle de l'article 1425 C.c. qui s'explique d'elle-même.

Article 181:

A re-examination of Article 181 of the Civil Code reveals that it is no longer necessary, since the principle of the capacity of married women is acquired legally and is now a part of our customs.

The new text of Article 181 makes the present rule that is contained in Article 1425 C.C., which is self-explanatory, of general application.

Article 182:

Il est proposé de reproduire le texte de l'article 182 à l'article 1291a.

Le texte suggéré à sa place reproduit la disposition de l'article 183 actuel, sauf qu'il étend son application à tous les cas où un acte ne peut être posé sans le concours ou le consentement du conjoint, et en modifie la formule en vue d'assurer plus de souplesse dans l'application de la règle.

La finale du deuxième alinéa est suggérée afin de souligner la véritable portée de l'autorisation judiciaire dans les hypothèses envisagées.

Article 182:

It is proposed that the text of article 182 be reproduced in Article 1291a.

The text recommended in lieu thereof reproduces the provisions of the present Article 183 except that it extends its application to all cases where an act cannot be entered into without the concurrence or the consent of the spouse and modifies the formula with a view to assuring greater flexibility in the application of the rule.

The end of the second paragraph is recommended in order to stress the real extent of the judicial authorization in the hypotheses envisaged.

Article 183:

Le principe d'égalité des pouvoirs des époux quant aux actes nécessitant leur concours devait être sanctionné par un texte qui permit à celui dont le concours était requis et n'a pas été donné, d'obtenir la nullité de l'opération sans attendre la dissolution du régime.

Article 183:

With respect to acts necessitating their concurrence, the principle of equality of the powers of the consorts had to be sanctioned by a text allowing him whose concurrence was required, but not given, to have the operation nullified without waiting for the dissolution of the regime.

Article 184:

Cette disposition remplace l'actuel article 184 C.c. devenu inutile par suite de la modification apportée à l'article 177.

Une des difficultés d'application des règles matrimoniales se rapporte à la situation des époux à l'égard des tiers. Dans l'état actuel de notre droit, ceux-ci sont toujours forcés de s'interroger sur les pouvoirs de l'époux avec lequel ils entendent entrer en relation contractuelle. Il est urgent que la situation à cet égard soit clarifiée et que les tiers puissent contracter en toute sécurité: d'où la présomption édictée à cet article.

Article 184:

This provision replaces the present Article 184 C.C. which has become unnecessary as a result of the amendment to Article 177.

One of the difficulties affecting the application of matrimonial rules relates to the relationships between the consorts and third parties. The latter, in the present state of our law, are constantly having to ask themselves whether the consort with whom they are desirous of contracting has the necessary power to do so. It is urgent that this situation be clarified and that third parties be enabled to contract without being subject to risk: hence the presumption enacted in this article.

5. L'article 217 dudit code, modifié par l'article 6 du chapitre 101 des lois de 1930/1931, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

« Toutefois les époux demeurent alors séparés de biens à moins qu'ils ne se prévalent des dispositions des articles 1265 et suivants. ».

6. L'article 272a dudit code, édicté par l'article 8 du chapitre 101 des lois de 1930/1931, est abrogé.

7. L'article 282 dudit code, modifié par l'article 9 du chapitre 101 des lois de 1930/1931 et par l'article 4 du chapitre 66 des lois de 1964, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 3.

8. L'article 283 dudit code, remplacé par l'article 5 du chapitre 66 des lois de 1964, est abrogé.

9. L'article 624c dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1915 et modifié par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1947 et par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1948, est de nouveau modifié:

a) en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « biens », les mots « ou la société d'acquêts »;

b) en insérant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, après le mot « épouse », ce qui suit: « sans renoncer à ses droits dans la société d'acquêts, le cas échéant, ou ».

10. L'article 643 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1964, est de nouveau modifié en retranchant le premier alinéa.

11. L'article 692 dudit code est remplacé par le suivant:

« **692.** L'époux commun en biens peut provoquer seul le partage de biens à lui échus et qui doivent lui rester propres; mais il ne peut, sans le concours de son conjoint, provoquer le partage des biens

5. Article 217 of the said Code, amended by section 6 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"However, the consorts remain separate as to property, unless they avail themselves of the provisions of articles 1265 and following."

6. Article 272a of the said Code, enacted by section 8 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931, is repealed.

7. Article 282 of the said Code, amended by section 9 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931 and by section 4 of chapter 66 of the statutes of 1964, is again amended by striking out paragraph 3.

8. Article 283 of the said Code, replaced by section 5 of chapter 66 of the statutes of 1964, is repealed.

9. Article 624c of the said Code, enacted by section 5 of chapter 74 of the statutes of 1915 and amended by section 1 of chapter 72 of the statutes of 1947 and by section 1 of chapter 45 of the statutes of 1948, is again amended:

(a) by inserting after the word "property", in the fifth line of the first paragraph, the words "or the partnership of acquets";

(b) by inserting after the word "wife", in the ninth line of the first paragraph, the following: "without renouncing his rights in the partnership of acquets, should the occasion arise, or".

10. Article 643 of the said Code, amended by section 7 of chapter 66 of the statutes of 1964, is again amended by striking out the first paragraph.

11. Article 692 of the said Code is replaced by the following:

« **692.** A consort common as to property may demand alone the partition of property which has accrued to him and which is to remain his private property; but he cannot, without the concurrence

Article 205:

Ont été enlevés du texte du Code actuel les mots « . . . toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent . . . », puis-que, depuis la loi du 18 juin 1964, le mari ne peut aliéner seul les immeubles de la communauté.

Article 217:

Le deuxième alinéa du texte actuel ne peut être maintenu pour deux raisons. D'abord, depuis la loi du 18 juin 1964, le mari n'a plus ces « droits » qu'il avait auparavant; d'autre part, dans un système qui admet la mutation volontaire du régime matrimonial, une telle disposition n'a plus raison d'être.

Article 272a:

Il a paru que cette disposition n'avait plus raison d'être eu égard au principe d'égalité mis en œuvre par la loi du 18 juin 1964.

Articles 282 et 283:

Le texte suggère d'abroger le paragraphe 3 de la disposition actuelle de l'article 282 ainsi que l'article 283, qui se concilient mal avec les principes de la loi du 18 juin 1964 et, d'autre part, avec les nouvelles règles suggérées au titre Des Conventions Matrimoniales.

Article 624c:

Le mandat des membres du Comité ne leur permettait pas de se prononcer sur l'opportunité de maintenir ou de modifier l'article 624c adopté par la Législature au moment où fut accordé au conjoint des droits successoraux par la loi Pérodeau en 1915.

Cependant l'adoption d'un nouveau régime légal exige la modification suggérée pour assurer à la loi la cohésion nécessaire.

Article 643:

Le premier alinéa du texte actuel doit être abrogé pour tenir compte des nouvelles règles adoptées au titre Des Conventions Matrimoniales.

Article 205:

The words " . . . and all alienations made by him of the immovable property of such community . . . " have been removed from the text of the present Code, because since the act of June 18, 1964 the husband has not been able to alienate alone the immovables of the community.

Article 217:

The second paragraph of the present text must be changed for two reasons. Firstly, the husband has no longer had, since the act of June 18, 1964, these "rights" which he formerly had; secondly, in a system which allows for voluntary mutations of the matrimonial regime, there is no longer need for a special provision.

Article 272a:

This provision no longer appeared appropriate in view of the principle of equality put into effect by the act of June 18, 1964.

Articles 282 and 283:

The text recommends the repeal of the third paragraph of Article 282 C.C., as it now stands, and Article 283 C.C., which do not harmonize with either the principles of the act of June 18, 1964 or the new rules recommended in the title Of Marriage Covenants.

Article 624c:

The mandate of the Committee members did not permit them to express an opinion on the advisability of maintaining or altering Article 624c, which was adopted by the Legislature at the time when spouses were granted rights of succession by virtue of the Pérodeau Law, enacted in 1915.

However, the adoption of a new legal regime requires that the suggested modifications be made so that the law may remain consistent.

Article 643:

The first paragraph of the present text must be repealed in order to take into account the new rules adopted in the title Of Marriage Covenants.

à lui échus, qui peuvent tomber dans la communauté, en tout ou en partie.

Les cohéritiers d'un conjoint commun en biens ne peuvent provoquer le partage définitif des biens qui tombent dans la communauté sans mettre en cause les deux époux. ».

12. L'article 763 dudit code, modifié par l'article 8 du chapitre 66 des lois de 1964, est de nouveau modifié en retranchant le quatrième alinéa.

13. L'article 770 dudit code est abrogé.

14. L'article 810 dudit code est modifié:

(a) en retranchant, dans la première ligne du deuxième alinéa, ce qui suit: « La femme mariée, »;

(b) en retranchant, dans la première ligne du troisième alinéa, ce qui suit: « Le mari, ».

15. L'article 832 dudit code est abrogé.

16. L'article 905 dudit code est modifié en retranchant le quatrième alinéa.

17. L'article 906 dudit code, remplacé par l'article 9 du chapitre 66 des lois de 1964, est abrogé.

18. L'article 938 dudit code est modifié en retranchant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, ce qui suit: « , et même contre la femme mariée ».

19. L'article 942 dudit code est modifié en retranchant le paragraphe 4 du premier alinéa.

20. L'article 967 dudit code est remplacé par le suivant:

« **967.** Le grevé mineur, interdit, ou non né ne peut se faire restituer contre l'omission des obligations que cette sec-

of his spouse, demand the partition of property which has accrued to him and which may fall, in whole or in part, into the community.

The coheirs of a consort who is in community of property cannot demand a definitive partition of the property which falls into the community without making both consorts parties to the proceedings.".

12. Article 763 of the said Code, amended by section 8 of chapter 66 of the statutes of 1964, is again amended by striking out the fourth paragraph.

13. Article 770 of the said Code is repealed.

14. Article 810 of the said Code is amended:

(a) by striking out the words "Married women," in the first line of the second paragraph;

(b) by striking out the word "Husbands," in the first line of the third paragraph.

15. Article 832 of the said Code is repealed.

16. Article 905 of the said Code is amended by striking out the fourth paragraph.

17. Article 906 of the said Code, replaced by section 9 of chapter 66 of the statutes of 1964, is repealed.

18. Article 938 of the said Code is amended by striking out the words "and even against married women," in the third and fourth lines of the third paragraph.

19. Article 942 of the said Code is amended by striking out paragraph 4 of the first paragraph.

20. Article 967 of the said Code is replaced by the following:

"**967.** Institutes under age, interdicted, or unborn, are not relieviable from the non-fulfilment of the obligations im-

Article 692:

Les modifications suggérées ici sont imposées par les restrictions apportées aux pouvoirs du mari sur les biens communs et elles assurent à un époux un droit de regard sur le partage de biens échus à son conjoint et qui peuvent tomber dans la communauté.

Article 763:

La suppression du quatrième alinéa de cet article est requise pour les mêmes motifs que ceux énoncés sous l'article 643.

Article 770:

Comme l'article 1265 du Code civil prohibant les donations entre époux, a été abrogé, l'article 770 C.c. n'est plus nécessaire.

Article 810:

Doivent être enlevés les mots « La femme mariée . . . » au début du deuxième alinéa et les mots « Le mari . . . » au début du troisième alinéa, puisque la femme a maintenant le droit d'administrer ses biens.

Article 832:

De même que l'article 184 du Code actuel a été abrogé en raison de son inutilité, de même celui-ci doit-il être supprimé.

Articles 905 et 906:

Le quatrième alinéa de l'article 905 ainsi que l'article 906 doivent être supprimés pour tenir compte des dispositions nouvelles suggérées par le projet, comme il a été dit précédemment. (Voir supra, Introduction, paragraphe 13)

Article 938:

Les mots « . . . et même contre la femme mariée . . . » du troisième alinéa doivent être supprimés pour les motifs déjà expliqués sous l'article 810 C.c.

Article 692:

The modifications recommended here were necessitated by the curtailment of the powers of the husband over the property of the community and they ensure that a consort will have the right to watch over the partition of property accruing to his spouse which may fall into the community.

Article 763:

The suppression of the fourth paragraph of this article is required for the same reasons as those given under Article 643.

Article 770:

Since Article 1265 prohibiting donations between consorts has been repealed, Article 770 C.C. is no longer necessary.

Article 810:

Since the wife now has the right to administer her property, the words "Married women . . ." at the beginning of the second paragraph, and the word "Husbands . . ." at the beginning of the third paragraph, must be deleted.

Article 832:

Since Article 184 of the present Code has been repealed as unnecessary, this article must also be repealed.

Articles 905 and 906:

The fourth paragraph of Article 905 C.C., as well as Article 906 C.C., must be suppressed in order that, as already pointed out, the new provisions recommended by the draft be taken into account. (See supra, Introduction, paragraph 13)

Article 938:

The words ". . . and even against married women . . ." of the third paragraph must be suppressed for the reasons already explained under Article 810 C.C.

tion et la précédente lui imposent, ou au tuteur, ou au curateur pour lui, sauf recours. ».

21. L'article 986a dudit code, édicté par l'article 3 du chapitre 48 des lois de 1954/1955, est abrogé.

22. L'article 1259 dudit code, remplacé par l'article 11 du chapitre 66 des lois de 1964, est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot « époux », ce qui suit: « par le chapitre intitulé *Des Obligations qui naissent du mariage* ».

23. Les articles 1260 à 1263 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **1260.** La loi ne fixe le régime matrimonial qu'à défaut de conventions spéciales par contrat de mariage.

Les époux qui n'ont pas fait de conventions spéciales par contrat de mariage sont soumis au régime de la société d'acquêts prévu au chapitre premier A du présent titre.

« **1261.** Le régime matrimonial, qu'il soit légal ou conventionnel, prend effet du jour de la célébration du mariage; on ne peut stipuler qu'il prendra effet à une autre époque.

« **1262.** Le mineur habile à contracter mariage peut consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible pourvu qu'il soit assisté de son tuteur ou de son curateur, s'il en est, autorisés par le juge sur avis du conseil de famille, ainsi que des autres personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

La nullité des conventions passées en violation des prescriptions du présent article ne peut être invoquée que par le mineur ou par les personnes dont le consentement était nécessaire, et elle ne peut plus l'être lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la majorité.

« **1263.** Le prodigue et le faible d'esprit ne peuvent passer de conventions matrimoniales sans l'assistance de leur conseil judiciaire ou curateur, ce dernier

posed upon them, or upon their tutors, or curators for them, by this and the preceding section; saving their recourse.".

21. Article 986a of the said Code, enacted by section 3 of chapter 48 of the statutes of 1954/1955, is repealed.

22. Article 1259 of the said Code, replaced by section 11 of chapter 66 of the statutes of 1964, is amended by inserting, after the word "consorts" in the third line, the words: "by the chapter entitled *Of the Obligations Arising from Marriage*".

23. Articles 1260 to 1263 of the said Code are replaced by the following:

« **1260.** The law does not determine the matrimonial regime except in the absence of special agreements by marriage contract.

Consorts who have not entered into special agreements by a marriage contract are subjected to the regime of partnership of acquets provided for in Chapter First A of this title.

« **1261.** The matrimonial regime, whether it be legal or conventional, takes effect from the day the marriage is solemnized; the parties cannot stipulate that it will take effect at any other period.

« **1262.** A minor capable of contracting marriage may make all such covenants as the contract admits of provided he is assisted by his tutor or curator, if he has one, who must be authorized by the judge on the advice of a family council, and by those other persons whose consent is necessary to the validity of the marriage.

The nullity of the covenants made in violation of the rules of this article can only be invoked by the minor or by those persons whose consent was necessary. It can no longer be invoked after a year has elapsed following the coming of age.

« **1263.** Prodigals and persons of weak intellect cannot make marriage covenants without the assistance of a judicial adviser or curator, the latter

Article 942:

Le paragraphe 4 du premier alinéa doit être supprimé pour les mêmes motifs.

Article 967:

Les mots « ... et la femme grevée sous puissance de mari ... » de même que « ... au mari ... » sont à supprimer.

Article 986a:

Puisque la loi reconnaît à la femme sa pleine capacité juridique, cette disposition n'a plus de sens.

Article 1260:

Cet article énonce le principe traditionnel de liberté de choix du régime. Il affirme par ailleurs qu'à défaut par les époux d'avoir opté pour un régime particulier, ils seront considérés comme étant mariés sous le régime de la société d'acquêts.

Article 1261:

Le texte suggéré reproduit la règle de l'article 1269 C.c. en la généralisant.

Article 1262:

Le premier alinéa énonce la règle de l'article 1267 C.c. mais en ajoutant que le tuteur ne peut agir seul et qu'il doit être autorisé.

Le deuxième alinéa prend parti sur le caractère de la nullité et limite à une année à compter de la majorité le délai accordé pour l'invoquer.

Article 1263:

Cet article est de droit nouveau. Il a paru essentiel de prévoir explicitement le cas du prodigue et du faible d'esprit, ce que ne fait pas le Code actuel.

Article 942:

Paragraph 4 of the first paragraph must be suppressed for the same reasons.

Article 967:

The words "... or under coverture ..." and "... husbands ..." are to be suppressed.

Article 986a:

This provision no longer has any relevance since the law recognizes the wife's full juridical capacity.

Article 1260:

This article sets forth the traditional principle of the freedom of choice of the regime. It also affirms that where the consorts have not opted for a particular regime, they will be considered as married under the regime of partnership of acquests.

Article 1261:

The proposed text reproduces, and makes general, the rule contained in Article 1269 C.C.

Article 1262:

The first paragraph states the rule of Article 1267 C.C., while adding that the tutor cannot act alone and must be authorized.

The second paragraph decides the nature of the nullity and limits the right to invoke it to one year from the coming of age of the minor.

Article 1263:

This article is new law. It appeared essential to provide explicitly for prodigals and persons of weak intellect, which the present Code does not do.

devant être autorisé à cet effet par le juge, sur avis du conseil de famille.

Les conventions passées en violation du présent article ne peuvent être attaquées que par le prodigue, le faible d'esprit, le curateur ou le conseil judiciaire selon le cas, et ce dans l'année de la célébration du mariage. ».

24. L'article 1264, l'article 1265 tel qu'il se lit à l'article 5809 des Statuts refondus, 1888, ainsi que les articles 1266 et 1267 dudit code sont remplacés par ce qui suit :

« **1264.** Les conventions matrimoniales doivent être constatées avant la célébration du mariage, par acte notarié portant minute.

Les changements faits aux conventions matrimoniales avant la célébration du mariage doivent, à peine de nullité absolue, être constatés par un acte passé dans les mêmes formes, en présence et avec le consentement de tous ceux qui ont été parties dans le contrat de mariage.

« **1265.** Il est loisible aux époux pendant le mariage de modifier leur régime matrimonial ainsi que leur contrat de mariage pourvu que par une modification ainsi faite ils ne portent pas atteinte aux intérêts de la famille ni aux droits de leurs créanciers.

Les donations portées au contrat de mariage ne peuvent néanmoins être modifiées que du consentement de tous les intéressés.

« **1266.** Toute convention entre époux ayant pour objet de modifier leur régime matrimonial ou leur contrat de mariage doit être constatée par acte notarié portant minute; elle n'a d'effet que si elle est homologuée par le tribunal de leur domicile.

La requête en homologation avec avis du jour de sa présentation, doit être signifiée à tous les créanciers de chacun des époux et, le cas échéant, à toutes les personnes encore vivantes qui étaient parties au contrat de mariage. Avis de la requête, de la date et du lieu de sa présentation doit en outre être publié en la

being authorized for this purpose by the judge on the advice of a family council.

Covenants made in violation of the present article can be impugned only by the prodigal, the person of weak intellect, the curator or the judicial adviser as the case may be, and only within a year of the solemnizing of the marriage.".

24. Article 1264, article 1265 as it reads in article 5809 of the Revised Statutes, 1888, and articles 1266 and 1267 of the said Code are replaced by the following:

“**1264.** Marriage covenants must be established before the solemnizing of the marriage by notarial deed *en minute*.

Modifications made in marriage covenants, before the solemnizing of the marriage, must, on pain of nullity, be established by a deed made in like form in the presence, and with the consent, of all those who were parties to the marriage contract.

“**1265.** The consorts may modify their matrimonial regime and their contract of marriage during the marriage provided that, by any modification so effected, they do not prejudice the interests of the family or the rights of their creditors.

The gifts contained in contracts of marriage may not, however, be modified without the consent of all interested parties.

“**1266.** Any agreement between consorts for the purpose of modifying their matrimonial regime or their contract of marriage must be established by notarial deed *en minute*; it has effect only if homologated by the court of their domicile.

The motion for homologation, together with a notice of the date of its presentation, must be served on all the creditors of each of the consorts, and where applicable, on all the persons still living who were parties to the contract of marriage. Notice of the motion, of the date and of the place of its presentation, must also

Article 1264:

Les dispositions des articles 1264 et 1266 C.c. sont ici reproduites, sauf que le texte met fin à une controverse en précisant, d'une part, que l'acte ne peut être fait en brevet et, d'autre part, que la nullité dont il s'agit est une nullité absolue.

Article 1264:

The provisions of Articles 1264 and 1266 C.C. are reproduced, save that the text puts an end to a controversy by specifying, first, that the deed cannot be made en brevet and further, that the nullity in question is absolute.

Articles 1265-1266-1266a:

La règle traditionnelle de l'immutabilité des régimes matrimoniaux et l'ancienne prohibition relative aux donations, que sanctionnent les deux paragraphes de l'actuel article 1265, sont abrogées.

Le système de mutabilité préconisé ici répond au souci d'éviter dans toute la mesure du possible les abus d'influence entre les époux et la fraude à l'égard des créanciers: l'exigence d'un acte notarié, le contrôle judiciaire, la participation éventuelle de tous les intéressés constituent des mesures protectrices qui peuvent sembler rigoureuses mais restent nécessaires.

Articles 1265-1266-1266a:

The traditional rule of immutability of matrimonial regimes and the former prohibition relating to donations, sanctioned by the two paragraphs of the present Article 1265, are repealed.

The system of mutability here recommended meets the necessity of avoiding in every way possible abuses of influence between the consorts and fraud with respect to third parties: the requirement of a notarial deed, judicial control, and the possibility of participation on the part of all interested parties, constitute protective measures which may seem rigorous but are nonetheless necessary.

manière prévue à l'article 139 du Code de procédure civile.

« **1266a.** Le jugement d'homologation doit être signifié au notaire ou à l'officier dépositaire de la minute du contrat de mariage original, lequel est tenu d'inscrire la date du jugement et le changement intervenu sur telle minute et sur toute copie qu'il en délivre.

Il doit également être fait mention de ce jugement en marge de tout enregistrement effectué en vertu des articles 1834 et suivants.

« **1266b.** Tout acte fait en vertu des dispositions des articles 1264 et 1266 est sans effet à l'égard des tiers tant qu'il n'a pas été enregistré au registre central des régimes matrimoniaux établi conformément aux dispositions de la loi.

« CHAPITRE PREMIER A.

« DU RÉGIME LÉGAL DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.

« SECTION I.

« DE CE QUI COMPOSE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.

« **1266c.** Sous le régime de la société d'acquêts, les biens que chacun des époux possède lors du mariage ou qu'il acquiert par la suite, constituent des propres ou des acquêts, selon les règles prévues ci-après.

« **1266d.** Les acquêts de chaque époux comprennent tous les biens non déclarés propres par une disposition de la présente section et spécialement:

1. Les produits de son travail pendant le mariage;
2. Les fruits et revenus échus ou perçus pendant le mariage, provenant de tous ses biens.

« **1266e.** Sont propres à chacun des époux:

be published in the manner provided for in article 139 of the Code of Civil Procedure.

“**1266a.** The judgment of homologation must be served on the notary or officer who is the depositary of the original of the contract of marriage; such notary or officer is bound to enter the date of the judgment and the modification on the original and on all copies that he may make of it.

Mention of such judgment must also be made in the margin of any registration made in virtue of articles 1834 and following.

“**1266b.** No act entered into in virtue of the provisions of articles 1264 and 1266 shall have any effect with respect to third parties until it has been registered in the central register of matrimonial regimes established in conformity with the provisions of the law.

“CHAPTER FIRST A.

“OF THE LEGAL REGIME OF PARTNERSHIP OF ACQUESTS.

“SECTION I.

“WHAT THINGS COMPOSE THE PARTNERSHIP OF ACQUESTS.

“**1266c.** Under the regime of partnership of acquets, the property each of the consorts possesses at the time of the marriage or subsequently acquires constitutes private property or acquets, according to the following rules.

“**1266d.** The acquets of each consort include all property not declared to be private property by a provision of the present section, and in particular:

1. The proceeds of his work during the marriage;
2. The fruits and revenues which fall due or are received during the marriage and arise from all his property.

“**1266e.** The following are the private property of each consort:

Article 1266b:

Un système de publicité bien organisé est la condition essentielle pour éviter que la liberté accordée aux époux de modifier à volonté leur régime matrimonial ne soit utilisée au détriment des tiers avec lesquels ils peuvent être appelés à agir. Les auteurs du projet sont d'avis qu'il est urgent que soit organisé à cette fin un registre central où seraient publiés tous les contrats de mariage et toutes les mutations de régime permises ou imposées par un tribunal. L'organisation technique d'un tel centre de publicité peut présenter quelques difficultés, mais il ne semble pas y avoir d'autres solutions aussi valables et efficaces.

Chapitre Premier A

Du régime légal de la société d'acquêts

L'introduction de ce rapport a déjà précisé l'économie générale du régime légal proposé. On a vu qu'il s'analyse au premier examen en une séparation de biens qui se termine par un partage des économies du ménage.

En effet, comme sous la séparation de biens, la société d'acquêts, pendant sa durée, laisse aux époux la complète maîtrise de leur patrimoine respectif. Tous les avantages de la séparation de biens auxquels les époux québécois sont si attachés s'y retrouvent. La liberté des conjoints est complète sous la seule réserve des actes à titre gratuit. D'autre part, les dettes restent personnelles à chaque époux qui n'est tenu sur ses biens que de celles nées de son chef avant ou pendant le mariage. Mais le régime se terminera néanmoins à sa dissolution par un partage: chaque époux aura droit à la moitié des économies réalisées par son conjoint pendant le mariage.

Il s'agit donc d'un régime original qui concilie les avantages de la séparation de biens et ceux de la communauté, en laissant les époux libres l'un à l'égard de l'autre, tout en les associant aux gains du ménage.

Il reste cependant certain qu'il est fondé sur la règle essentielle du régime de communauté issu de notre tradition, à savoir

Article 1266b:

A well organized system of publicity is essential in order to prevent the freedom granted to consorts to modify their matrimonial regimes at will from being used to the detriment of third parties with whom they may have occasion to deal. The authors of the draft are of the opinion that it is urgent that there be organized for this purpose a central register where all contracts of marriage and all mutations allowed or imposed by a court would be published. On a technical level, the organization of such a centre of publicity may present some difficulties, but there do not seem to be any other solutions as satisfactory or workable.

Chapter First A

Of the legal regime of partnership of acquets

The general policy of the proposed legal regime has already been stated in the introduction of the report. It was seen that it may, on first impression, be analysed as a separation of property which concludes with a partition of the savings of the couple.

In effect, during its existence the partnership of acquets leaves to the consorts, as does separation of property, the complete control of their respective patrimonies. The new regime embodies all the advantages of the separation of property to which Québec consorts are so attached. The freedom of the consorts is complete with the sole exception of acts by gratuitous title. Furthermore, the debts remain personal to each consort, whose property is only liable for those debts he has himself incurred before or during the marriage. But the regime will, nevertheless, upon dissolution, conclude with a partition: each consort will have the right to one-half of the savings effected by his spouse during the marriage.

Consequently, this is a new type of regime which reconciles the advantages of separation of property and those of community by leaving consorts free with respect to each other while it associates them in the earnings of the household.

It remains unquestionable that it is based upon that essential principle of our traditional community regime, namely the

1. Les biens dont il a la propriété ou la possession au jour de la célébration du mariage;

2. Les biens qui lui étoient pendant le mariage, par succession, legs ou donation, ainsi que les fruits et revenus qui en proviennent si le testateur ou le donateur en a ainsi expressément disposé;

3. Les biens qu'il acquiert en remplacement d'un propre;

4. Ses vêtements, son linge personnel, ainsi que ses décorations, ses diplômes et sa correspondance;

5. Les produits, droits ou autres bénéfices qui lui appartiennent ou lui étoient en vertu d'un contrat d'assurance-vie, sous réserve des dispositions de l'article 1266j.

« **1266f.** Est également propre le bien acquis avec des deniers propres ou en échange d'un propre, sauf récompense au profit des acquêts, s'il y a un excédent de prix ou soulte.

Si toutefois l'excédent de prix ou la soulte est supérieur à la moitié de la valeur du bien acquis, ce bien devient acquêt à charge de récompense.

« **1266g.** Lorsque l'époux acquiert pendant le mariage une part d'un bien dont il était copropriétaire en propre, la part ainsi acquise lui reste propre, sauf récompense s'il y a lieu.

Cependant, si c'est à même les acquêts que cette part nouvelle est ainsi acquise et que sa valeur soit supérieure à celle dont il était déjà propriétaire, les deux deviennent acquêts, à charge de récompense.

« **1266h.** Le droit d'un époux à une pension alimentaire, à une pension d'invalidité, de retraite ou à quelque autre bénéfice de même nature lui reste propre; mais sont acquêts tous les produits et revenus qui en proviennent et qui sont perçus au cours du régime.

« **1266i.** Sont également propres à l'époux les indemnités perçues après la célébration du mariage à titre de dommages-intérêts pour injures, torts personnels ou blessures corporelles, ainsi que le droit

1. Property owned or possessed by him on the day when the marriage is solemnized;

2. Property which falls to him during the marriage by succession, legacy or gift, as well as the fruits and revenues which arise therefrom if the testator or donor has so expressly provided;

3. Property acquired by him by way of replacement of private property;

4. His clothing, personal linen, as well as decorations, diplomas and correspondence;

5. All amounts, rights and other benefits belonging or accruing to him under a life insurance policy, but subject to the provisions of article 1266j.

“**1266f.** Property acquired with money constituting private property or in exchange for private property is also private property, saving compensation in favour of the acquets in the case of a difference.

If, however, the difference is greater than half the value of the property acquired, such property becomes an acquet subject to compensation.

“**1266g.** When a consort acquires during marriage a share in property of which he was privately co-owner, such acquired share remains his private property saving compensation where applicable.

However, if the new share was acquired from acquets and its value be greater than that of the one he already had, both shares become acquets, subject to compensation.

“**1266h.** The right of a consort to an alimentary allowance, a disability allowance, a retirement pension or any other benefit of the same nature, remains his private property; but all proceeds and revenues arising therefrom and received during the course of the regime are acquets.

“**1266i.** Compensation received by a consort after the solemnizing of marriage as damages for injury, personal wrongs or bodily injuries, as well as the right to such compensation and the action conse-

le droit immédiat de chacun des conjoints au partage des biens acquis pendant le mariage. Sans doute n'y a-t-il pas de masse commune, mais l'existence de cette masse administrée par le mari n'est pas un élément nécessaire de la communauté; celle-ci se caractérise essentiellement, en effet, par l'existence de biens à partager à la dissolution de l'union conjugale.

Articles 1266c à 1266o:

La société d'acquêts se compose, comme dit précédemment, de toutes les économies réalisées par les époux pendant le mariage: fruits et revenus des propres, produits de leur travail personnel. Les autres biens restent à chacun d'eux et ne seront pas soumis à partage.

L'article 1266d énonce le principe; les autres ont pour but de l'explicitier au regard de certaines catégories de biens afin d'éviter des difficultés d'interprétation éventuelles.

La plupart des solutions ont été adoptées en fonction de celles qui existent pour le régime de communauté, même si parfois des expressions nouvelles ont été utilisées. Ainsi en est-il notamment du troisième alinéa de l'article 1266e où le mot « remplacement » bien que nouveau, vise tout simplement les divers cas de subrogation réelle reconnus, et dont les plus importants sont, on le sait, le remploi et l'emploi.

Quelques-unes au contraire sont nouvelles. Il convient de noter tout spécialement celle du deuxième alinéa de l'article 1266f qui a été proposée par la doctrine et suggérée par la Commission de réforme du code civil français, celle de l'article 1266i qui étend aux deux sources de responsabilité, contractuelle et délictuelle, la règle de l'article 1279a du Code actuel, et, enfin, celle de l'article 1266m concernant les droits de propriété intellectuelle et industrielle.

Ces notes seraient toutefois incomplètes si elles n'attribuaient une place à part aux solutions proposées aux articles 1266e, paragraphe 5 et 1266j, relatives aux produits des polices d'assurance. Ces solutions exigent en effet des explications plus poussées.

direct right of each consort to obtain a partition of the property acquired during the marriage. It is true that there is no common mass, but the existence of such a mass administered by the husband is not a necessary component of community; the essential characteristic of the latter is actually the existence of property to be partitioned on the dissolution of the conjugal association.

Articles 1266c to 1266o:

As already mentioned, the partnership of acquets consists of all the savings effected by the consorts during the marriage: of the fruits and revenues of their private property and of the proceeds of their personal work. Other property is the private property of each of them and is not subject to partition.

Article 1266d states the principle; the object of the other articles is to be explicit concerning certain categories of property in order to avoid possible difficulties of interpretation.

Most of the solutions adopted are those that apply to the regime of community, even though different expressions have been used. This is especially true of the third paragraph of Article 1266e, where the word "replacement", while it is new, simply envisages the various recognized instances of real subrogation, of which the most important are reinvestment and investment.

On the other hand, some of the solutions are new. The following in particular should be noted: that of the second paragraph of Article 1266f which was proposed by doctrine and recommended by the French Civil Code Reform Commission, that of Article 1266i which extends the rule of Article 1279a of the present Code to the two sources of responsibility, contractual and delictual, and, finally, that of Article 1266m concerning intellectual and industrial property rights.

This commentary would, however, be incomplete if special mention were not made of the solutions proposed in Article 1266e, paragraph 5 and Article 1266j, relating to the proceeds of insurance policies. Indeed, these solutions require more elaborate explanations.

à ces indemnités et les actions qui en découlent.

« **1266j.** Le produit d'une police d'assurance-vie auquel a droit un époux en sa qualité de bénéficiaire nommément désigné d'un contrat conclu par son conjoint lui reste propre et aucune récompense n'est due en raison des sommes ou primes payées à même les acquêts.

Les produit, droits ou autres bénéfices qui appartiennent à un époux en vertu d'un contrat conclu par lui-même sont acquêts s'ils sont perçus pendant la durée du régime.

Doit également être considéré comme acquêt de l'époux décédé le produit d'une police d'assurance qu'il avait lui-même prise sur sa vie au bénéfice de ses héritiers et représentants légaux.

« **1266k.** Le bien acquis à titre d'accessoire ou d'annexe d'un bien propre, ainsi que la construction faite sur un immeuble propre, restent propres, sauf récompense s'il y a lieu. Cependant si c'est à même les acquêts qu'a été acquis l'accessoire ou l'annexe, ou qu'a été faite la construction, et que sa valeur soit supérieure à celle du bien propre, le tout devient acquêt à charge de récompense.

« **1266l.** Le produit de toute capitalisation de réserves ou de surplus, de toute distribution ayant les caractères d'un capital ainsi que toute prime de rachat ou de remboursement anticipé et tout droit de souscription, afférents à des valeurs mobilières propres à l'un des époux, lui restent propres.

« **1266m.** Les droits de propriété intellectuelle et industrielle sont propres; mais sont acquêts tous les produits et revenus qui en proviennent et qui sont perçus au cours du régime.

« **1266n.** Tout bien est réputé acquêt, sauf preuve contraire établie, tant entre les époux qu'à l'égard des tiers, suivant les règles du droit commun.

quent thereon, shall likewise be private property.

“**1266j.** Amounts to which a consort is entitled under a life insurance policy as a named beneficiary of a contract entered into by his spouse remain his private property, and no compensation is due by reason of sums or premiums paid out of acquests.

All amounts, rights and other benefits that belong to a consort under a contract entered into by himself constitute acquests if they are received during the regime.

The proceeds of an insurance policy that a deceased consort has taken out on his own life, for the benefit of his heirs and legal representatives, are also considered as his acquests.

“**1266k.** Property acquired as an accessory or annex to private property, as well as a construction erected on an immoveable which is private property, remains private saving compensation when applicable. However, if the accessory or annex was acquired, or the construction made, from acquests, and its value be greater than that of the private property, the whole becomes an acquest subject to compensation.

“**1266l.** The proceeds of any capitalization of reserves or surplus, of any distribution of a capital nature as well as any redemption or prepayment premiums and any subscription warrants, pertaining to securities constituting private property of one of the consorts, remain his private property.

“**1266m.** Intellectual and industrial property rights are private property; but all proceeds and revenues arising therefrom and received during the regime are acquests.

“**1266n.** All property is deemed to constitute acquests, save proof to the contrary which, both respecting consorts as well as third parties, shall be made according to the ordinary rules of law.

C'est à partir d'une double distinction que les auteurs du projet ont cru devoir résoudre la question extrêmement difficile de savoir où, parmi les propres ou les acquêts, devraient être situés les droits ou avantages qu'un époux peut avoir dans un contrat d'assurance; il faut noter que ces droits et avantages peuvent être soit ceux de bénéficiaire, soit ceux de stipulant ou « détenteur de la police »; et qu'ils peuvent résulter d'un contrat conclu par l'un des époux ou bien conclu par un tiers. Partant de là, les règles suivantes sont ici proposées:

a) tout intérêt que peut avoir un époux dans une police d'assurance contractée par un tiers, en qualité de bénéficiaire ou de cessionnaire des droits du stipulant, doit être considéré comme un propre: article 1266e, par. 5;

b) le produit d'une police que reçoit un époux comme bénéficiaire d'un contrat contracté par son conjoint est également considéré comme propre, quels que soient les fonds à même lesquels les primes auraient été payées: article 1266j, 1er alinéa;

c) par ailleurs, les droits de bénéficiaire aussi bien que ceux de « détenteur de la police » qui appartiennent à un époux en vertu d'un contrat passé par lui-même et qui sont perçus pendant la durée du régime, quel que soit le mode de paiement, sont acquêts, solution qu'il faut adopter si l'on veut que la conversion par un époux d'acquêts en propres ne soit pas rendue trop facile: article 1266j, 2e alinéa.

Il est certain que ces solutions ne sont pas les seules possibles. Elles ont toutefois l'avantage d'être simples et elles ont paru mieux correspondre à l'esprit du régime et à la psychologie des deux époux.

Le troisième alinéa de l'article 1266j est inspiré de la solution aujourd'hui acceptée en communauté. Elle a paru plus équitable et mieux traduire la volonté présumée de l'époux.

On a sans doute remarqué les réserves relatives aux récompenses que prennent soin de prévoir quelques textes de la section (articles 1266f, 1266g, 1266j).

The authors of the draft felt that it was on the basis of a double distinction that a solution was to be found to the extremely difficult question of knowing whether the rights or benefits that a consort may have in an insurance contract should be treated as private property or acquets; it is to be noted that these rights and advantages can be either those of the beneficiary, or those of the person who took out the policy or has become its holder, and that they can result from a contract entered into by a consort or by a third party. Using the foregoing as a basis, the following rules are here proposed:

(a) any interest that a consort may have in an insurance policy entered into by a third party, in the quality of beneficiary or transferee of the rights of the person who took out the policy, is to be considered as private property: Article 1266e, par. 5;

(b) amounts received under a policy by a consort as beneficiary of a contract entered into by his spouse are likewise considered as being private property, whatever may be the source of the funds out of which the premiums may have been paid: Article 1266j, first paragraph;

(c) on the other hand, the rights of a consort as beneficiary or as holder of a policy under a contract entered into by himself which are received during the regime are acquets, whatever the mode of payment; this is a solution that must be adopted if the conversion by a consort of acquets into private property is not to be rendered too easy: Article 1266j, second paragraph.

These solutions are certainly not the only possible ones. They have, however, the advantage of being simple and they seemed to correspond best with the spirit of the regime and with the psychology of the consorts.

The third paragraph of Article 1266j is based on the solution that is now accepted in the community regime. It appeared to be more equitable and to better reflect the presumed will of the consort.

The special provisions as to compensation contained in some of the texts of the section (Articles 1266f, 1266g, 1266j), will no doubt have been noticed.

« **1266o.** Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont réputés acquêts indivis, à chacun pour moitié.

« SECTION II.

« DE L'ADMINISTRATION DES BIENS ET DE
LA RESPONSABILITÉ DES DETTES.

« **1266p.** Chaque époux a l'administration, la jouissance et la libre disposition de tous ses biens propres et de ses acquêts. Il ne peut cependant, sans le concours de son conjoint, disposer de ses acquêts entre vifs à titre gratuit, si ce n'est de sommes modiques et de présents d'usage.

Le présent article ne limite pas le droit d'un époux de contracter un contrat d'assurance sur la vie au bénéfice d'un tiers, et aucune récompense n'est due en raison des sommes ou primes payées à cette fin à même les acquêts.

« **1266q.** Chacun des époux est tenu, tant sur ses biens propres que sur ses acquêts, de toutes les dettes nées de son chef avant ou pendant le mariage; pendant la durée du régime, il n'est pas tenu des dettes nées du chef de son conjoint, sous réserve des dispositions des articles 178 et 180.

« **1266r.** Les époux contribuent aux charges du ménage en proportion de leurs ressources respectives. À défaut d'accord entre eux, le tribunal peut, sur requête, déterminer la part contributoire de chacun.

« SECTION III.

« DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION
DU RÉGIME.

« **1266s.** La société d'acquêts se dissout:

1. Par le décès de l'un des époux;
2. Par la dissolution du mariage pour une cause autre que le décès;
3. Par le changement conventionnel de régime selon les dispositions des articles 1265 et suivants;

“**1266o.** Property with respect to which neither consort can establish an exclusive right of ownership is deemed to constitute an acquest held in undivided ownership one half by each.

“SECTION II.

“OF THE ADMINISTRATION OF THE PROPERTY
AND THE LIABILITY FOR DEBTS.

“**1266p.** Each consort has the administration, enjoyment and free disposal of all his private property and acquests. He cannot, however, without the concurrence of his consort, dispose of his acquests by gratuitous title *inter vivos*, with the exception of modest sums and customary presents.

This article does not limit the right of a consort to enter into a contract of life insurance in favour of a third person, and no compensation is due by reason of the sums or premiums paid for such purpose out of the acquests.

“**1266q.** Each consort renders liable both his private property and acquests for all the debts incurred by him before or during the marriage; he is not liable during the continuance of the regime for the debts incurred by his spouse, saving the provisions of articles 178 and 180.

“**1266r.** The consorts contribute to the expenses of the household in proportion to their respective means. In the case of disagreement, the court may, on motion, fix their contributory portions.

“SECTION III.

“OF THE DISSOLUTION AND LIQUIDATION
OF THE REGIME.

“**1266s.** The partnership of acquests is dissolved:

1. By the death of one of the consorts;
2. By the dissolution of the marriage for a cause other than death;
3. By a conventional change of regime in accordance with the provisions of articles 1265 and following;

C'est qu'il ne suffit pas de distinguer entre propres et acquêts, il faudra en outre, à la dissolution du régime, comme il sera vu ci-après, rétablir l'équilibre entre les deux masses de biens au cas où l'une se serait enrichie directement ou indirectement aux dépens de l'autre.

La présomption d'acquêts édictée par l'article 1266o est essentielle et, même si les difficultés de preuve seront considérablement diminuées par l'élargissement de la notion d'acquêts, elle est d'une importance pratique considérable. La règle est en tous points conforme à l'esprit du régime tel que les auteurs du projet l'ont conçu: les difficultés de preuve sur la nature des biens joueront toujours en faveur de la masse partageable. Il est certain que cette présomption n'aura d'effet dans la quasi-totalité des cas qu'après la dissolution du régime; mais il est possible qu'elle ait à s'appliquer plus tôt, notamment pour déterminer les pouvoirs de disposition à titre gratuit d'un époux. C'est pourquoi il fallait l'édicter au terme de cette section.

Articles 1266p à 1266r:

Pendant la durée du régime, chaque époux reste maître de son patrimoine et peut disposer de ses biens tant propres qu'acquêts. Il a paru toutefois opportun de limiter le droit de chacun de disposer de ses biens à titre gratuit, limite qui ne devrait toutefois pas s'étendre au cas de désignation d'un tiers bénéficiaire dans la conclusion d'un contrat d'assurance-vie, peu importe la nature juridique de telle désignation, étant donné les énormes difficultés pratiques qui pourraient alors en résulter.

Par ailleurs, les dettes restent personnelles. Il peut arriver que l'un des époux soit appelé en vertu d'un mandat à agir pour l'autre, et c'est ce que prévoit la dernière proposition de l'article 1266q.

L'obligation de chacun des époux de contribuer aux charges du ménage est édictée dans les mêmes termes que sous le régime de la séparation de biens.

The reason for them is that it is insufficient to distinguish between private property and acquests; as will be seen later, it is also necessary on the dissolution of the regime to re-establish a balance between the two masses of property in those instances where one will have become enriched directly or indirectly at the expense of the other.

The presumption of acquests laid down in Article 1266o is essential; it is also of a considerable practical importance even though the difficulties of proof will be considerably lessened by the widening of the concept of acquests. The rule is in complete conformity with the spirit of the regime as envisaged by the authors of the draft; difficulties of proof as to the nature of property are always to be resolved in favour of the mass subject to partition. It is clear that in the great majority of cases this presumption will only have effect after the dissolution of the regime; but there may arise occasions for it to be applied sooner, especially for the determination of a consort's powers of disposal by gratuitous title. Thus the necessity for its enactment at the close of this section.

Articles 1266p to 1266r:

Each consort is master of his patrimony during the continuance of the regime and may dispose of his property whether it be private property or acquests. It appeared advisable, however, to limit the right of each consort to dispose of his property by gratuitous title, which limit should nevertheless not be extended to the case of the appointment of a third person as beneficiary in a life insurance contract, whatever may be the juridical nature of such an appointment, in view of the enormous practical difficulties which could result.

The debts remain personal. It may happen that one of the consorts is called upon to act for the other under a mandate and this is provided for in the final clause of Article 1266q.

The obligation of each of the consorts to contribute to the expenses of the household is enacted in the same terms as under the regime of separation of property.

4. Par le jugement qui prononce la séparation de corps ou la séparation de biens;

5. Par l'absence de l'un des époux dans les cas prévus aux articles 109 et 110.

« **1266t.** Après la dissolution du régime, chaque époux conserve ses biens propres.

Il a la faculté d'accepter le partage des acquêts de son conjoint ou d'y renoncer, nonobstant toute convention contraire.

« **1266u.** L'acceptation peut être expresse ou tacite. L'acceptation tacite peut résulter notamment de l'immixtion de l'époux dans la gestion des acquêts de son conjoint, postérieurement à la dissolution du régime. Les actes conservatoires ou de pure administration n'emportent point immixtion.

« **1266v.** La renonciation doit être faite par acte notarié portant minute ou par déclaration judiciaire dont il est donné acte par le tribunal. Elle doit être enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où se trouve le domicile conjugal.

L'époux qui n'a pas enregistré sa renonciation dans un délai d'un an à compter du jour de la dissolution est réputé acceptant.

« **1266w.** Si l'époux renonce, la part à laquelle il aurait eu droit dans les acquêts de son conjoint reste acquise à ce dernier.

Toutefois les créanciers de l'époux peuvent attaquer la renonciation faite par lui ou ses héritiers en fraude de leurs droits et accepter de leur chef. Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur de ces créanciers et jusqu'à concurrence de leurs créances.

« **1266x.** L'époux qui a diverti ou recélé des acquêts de son conjoint est déclaré acceptant, nonobstant toute renonciation; et il est de plus privé de sa part dans ces acquêts.

« **1266y.** L'acceptation ou la renonciation une fois faite est irrévocable.

4. By a judgment pronouncing separation from bed and board or separation of property;

5. By the absence of one of the consorts in the cases provided for in articles 109 and 110.

“**1266t.** After the dissolution of the regime, each consort retains his private property.

He has the option of accepting or renouncing the partition of the acquests of his consort, notwithstanding any agreement to the contrary.

“**1266u.** Acceptance may be either express or tacit. In particular, tacit acceptance may result where a consort intermeddles in the management of the acquests of his consort subsequent to the dissolution of the regime. Conservatory acts or those of mere administration do not constitute intermeddling.

“**1266v.** The renunciation must be made by a notarial deed *en minute* or by a judicial declaration which is recorded by the court. It must be registered in the office of the registration division where the conjugal domicile is situated.

The consort who has not registered his renunciation within a delay of one year from the day of the dissolution is deemed to have accepted.

“**1266w.** If a consort renounces, the share of his spouse's acquests to which he would have been entitled remains vested in the latter.

The creditors of the consort may, however, impugn the renunciation made by him or his heirs in fraud of their rights and accept in their place. In such case, the renunciation is annulled only in favour of these creditors and to the extent of the amount of their claims.

“**1266x.** The consort who has abstracted or concealed acquests belonging to his spouse is declared to have accepted, notwithstanding any renunciation; he also forfeits his share in such acquests.

“**1266y.** An acceptance or a renunciation once made is irrevocable.

Article 1266s:

La société d'acquêts se dissout pour les mêmes causes que la communauté sous l'empire du Code actuel, et cet article 1266s doit se lire avec les articles 1440 et suivants du projet.

Il est à noter cependant que le paragraphe 2 du texte suggéré exprime formellement une cause évidente de dissolution du régime que ne mentionnait pas l'ancien texte mais que la jurisprudence se devait de reconnaître (Paradis v. Lemieux, 1955 S.C.R. 282). Il était en outre nécessaire de prévoir le changement conventionnel de régime maintenant permis par les articles 1265 et suivants.

Articles 1266t à 1266z:

À la dissolution du régime, chaque époux a la faculté d'accepter le partage des acquêts de son conjoint ou d'y renoncer; toute convention contraire est nulle. Les modalités de cette acceptation ou de cette renonciation sont analogues à celles qui régissent actuellement le droit d'option de la femme sous le régime de la communauté.

Il est à noter que les auteurs du projet ont hésité à maintenir cette faculté de renonciation, puisqu'ils suggéraient ailleurs que l'époux ne puisse être tenu des dettes de son conjoint au-delà de son émolument.

Ils ont toutefois pensé que le droit de renoncer contribuerait en certaines hypothèses à simplifier les opérations de liquidation.

Article 1266s:

The partnership of acquests is dissolved for the same causes as community under the present Code, and this Article 1266s must be read with Articles 1440 and following of the draft.

It is to be noted, however, that the second paragraph of the recommended text formally sets forth an obvious cause for the dissolution of the regime which the former text did not mention but which was perforce recognized by the jurisprudence (Paradis v. Lemieux, 1955 S.C.R. 282). It was also necessary to provide for the conventional change of regime now permitted by articles 1265 and following.

Articles 1266t to 1266z:

On the dissolution of the regime each consort has the option either to accept or renounce the partition of the acquests of his consort; any agreement to the contrary is null. The acceptance or renunciation is to be effected in a manner analogous to that presently governing the right of option of the wife under the regime of community.

It is to be noted that the authors of the draft hesitated before retaining this right of renunciation, because of their having recommended elsewhere that a consort cannot be held liable for the debts of his spouse over and above the benefit he derives.

They felt, however, that under certain circumstances the right of renunciation would tend to simplify the operations of liquidation.

« **1266z.** Lorsque le régime est dissous par le décès, les héritiers de l'époux décédé ont la faculté d'accepter le partage des acquêts du conjoint survivant ou d'y renoncer, et les dispositions des articles 1266s à 1266w leur sont applicables. Si, parmi les héritiers, l'un accepte et les autres renoncent, celui qui accepte ne peut prendre que la portion d'acquêts qu'il aurait eue si tous avaient accepté.

Lorsqu'un époux décède alors qu'il était encore en droit de renoncer, ses héritiers ont, à compter du décès, un nouveau délai d'un an pour enregistrer leur renonciation.

« **1267.** Si l'époux ou ses ayants droit, acceptent le partage des acquêts du conjoint, il doit d'abord être formé deux masses des biens du patrimoine de ce dernier, l'une constituée des propres, l'autre des acquêts.

« **1267a.** Il est ensuite dressé un compte des récompenses dues par les deux masses ainsi formées, l'une à l'égard de l'autre, en raison de l'enrichissement dont l'une aurait bénéficié au détriment de l'autre.

L'enrichissement est évalué au jour de la dissolution du régime mais, en aucun cas, la récompense à laquelle il donne lieu ne peut excéder le montant de la dépense réellement effectuée.

« **1267b.** Les dettes non acquittées, encourues au profit des propres, donnent lieu à récompense pour l'enrichissement qu'elles ont procuré, comme si elles avaient déjà été payées à même les acquêts.

Aucune récompense n'est due en raison d'impenses n'ayant servi qu'à l'entretien ou à la conservation des biens.

Le paiement, aux dépens des acquêts, d'une amende encourue en vertu de quelque disposition pénale de la loi donne, dans tous les cas, lieu à récompense.

« **1267c.** Si le compte accuse un solde en faveur des acquêts, l'époux titulaire du patrimoine, ou ses ayants droit, en font rapport à la masse partageable, soit

“**1266z.** When the regime is dissolved by death, the heirs of the deceased consort have the option of accepting or renouncing the partition of the acquests of the surviving spouse, and the provisions of articles 1266s to 1266w apply to them. Where one of the heirs accepts and the other heirs renounce, he who accepts can only take the portion of the acquests which he would have had if all had accepted.

When a consort dies without having lost the right to renounce, his heirs have a further delay of a year from the date of the death within which to register their renunciation.

“**1267.** If the partition of the acquests of the consort is accepted by his spouse, or those who succeed to his rights, the property of the patrimony of the consort must first be divided into two masses, one consisting of private property and the other of acquests.

“**1267a.** A statement is then prepared of the compensation owed by each of the two masses so formed by reason of the enrichment of one at the expense of the other.

The value of the enrichment is established on the day of the dissolution of the regime, but the compensation to which it gives rise shall in no case exceed the expenditure really made.

“**1267b.** The unpaid debts incurred for the benefit of private property give rise to compensation to the extent of the resulting enrichment, as if they had already been paid by the acquests.

No compensation is owed for expenditures which have been made only for the maintenance or conservation of property.

The payment out of acquests of a fine incurred in virtue of any penal provision of the law gives rise to compensation in all cases.

“**1267c.** If the statement shows a balance in favour of acquests, the consort who holds the patrimony, or those who succeed to his rights, makes a return to

Articles 1267 à 1267e:

La liquidation est envisagée par rapport à chaque patrimoine comme l'exige le principe de base du régime, à savoir le droit d'un époux à la moitié des acquêts de son conjoint. La première opération consiste donc à distinguer dans le patrimoine de chacun des époux les propres et les acquêts, ce que prévoit l'article 1267.

Une fois cette opération complétée — laquelle peut n'être que comptable — il faut procéder aux récompenses. Le principe des récompenses est à l'effet que, dans chacun des patrimoines, une des deux masses de biens doit à l'autre la valeur de l'enrichissement dont elle aurait bénéficié au détriment de l'autre. Il est entendu que l'enrichissement d'une masse doit être évalué au moment de la dissolution du régime, mais que le montant de la récompense ne doit pas excéder le montant du déboursé réel. Ainsi quand un époux a fait sur son immeuble propre des améliorations à même ses acquêts, la récompense due par la masse des propres à la masse des acquêts sera égale au plus faible des deux montants: soit le montant de la plus-value actuelle, soit le montant déboursé par les acquêts.

À noter que le rapport d'une masse à une autre peut se faire en valeur, puisqu'en définitive le partage lui-même pourra se faire en valeur. Ainsi toute cette liquidation est en somme un procédé comptable, beaucoup plus simple que la liquidation de la communauté traditionnelle.

Articles 1267 to 1267e:

The liquidation is considered in relation to each patrimony as required by the basic principle of the regime — that is to say, the right of each consort to one-half of the acquets of his spouse. The first step, therefore, is to distinguish the private property from the acquets in the patrimony of each consort; this is provided for by Article 1267.

Once this step has been completed — it may amount to no more than a matter of accountancy — the compensations must then be proceeded with. The principle of compensation is that in each patrimony the mass of property enriched at the expense of the other owes the latter the amount of such enrichment. It is, of course, understood that such enrichment must be valued at the moment of the dissolution of the regime, but that the amount of the compensation must not exceed the amount of the actual outlay. Thus, when a consort has made improvements on an immovable forming part of his private property out of his acquets, the compensation will be equal to the lesser of the two amounts: either that of the current additional value or the amount paid with the acquets.

It is to be noted that the return from one mass to another can be effected in value, since in the final analysis the partition itself can be effected in value. Thus, this whole liquidation is an exercise in accounting, much simpler than that of the traditional community.

en moins prenant, soit en valeur, soit à même les propres. Si le compte accuse au contraire un solde en faveur des propres, l'époux, ou ses ayants droit, prélèvent parmi les acquêts des biens jusqu'à concurrence de la somme due.

« **1267d.** Le règlement des récompenses achevé, la masse des acquêts se partage par moitié entre les époux, ou leurs ayants droit, suivant les règles prévues au titre *Des Successions* pour les partages entre cohéritiers, à moins que l'époux titulaire du patrimoine, ou ses ayants droit, ne préfèrent désintéresser le conjoint, ou ses ayants droit, pour la totalité ou pour une part de ce qui leur revient, en leur en payant la valeur.

Toutefois, si la dissolution du régime résulte du décès ou de l'absence de l'époux titulaire du patrimoine, son conjoint peut exiger que l'on place dans son lot, moyennant paiement par lui au comptant d'une soulte, s'il y a lieu, la maison d'habitation, les meubles de ménage, l'établissement industriel, agricole ou commercial de caractère familial, qui font partie de la masse partageable.

À défaut d'accord entre les parties, l'estimation des biens aux fins d'application des dispositions du présent article est faite par des experts que désignent les parties elles-mêmes ou, à défaut, un juge de la Cour supérieure du district du domicile conjugal.

« **1267e.** La dissolution du régime ne peut préjudicier, avant le partage, au recours des créanciers antérieurs sur l'intégralité du patrimoine de leur débiteur.

Après le partage, les créanciers antérieurs peuvent poursuivre le paiement de leur créance contre l'époux débiteur ou ses ayants droit, et en outre, mais seulement jusqu'à concurrence de son émolument, contre le conjoint ou ses ayants droit. Chaque époux ou ses ayants droit conserve toutefois un recours contre l'autre ou ses ayants droit pour la moitié des

the mass to be partitioned either by taking less, or in value or from his private property. If, on the contrary, the statement shows a balance in favour of private property, the consort, or those who succeed to his rights, pretakes assets from his acquests up to the amount owed.

“**1267d.** Once the adjustment of compensation has been completed, the mass of acquests is divided in half between the consorts, or those succeeding to their rights, according to the rules provided for in the title *Of Successions* for partitions between coheirs, unless the consort who holds the patrimony, or those succeeding to his rights, prefers to reimburse his spouse, or those succeeding to the latter's rights, by paying the whole or a part of what is due to him.

If, however, the dissolution of the regime results from the death or absence of the consort who holds the patrimony, his spouse may require, on payment in cash of any balance, that his share contain such dwelling house, household furniture and industrial, agricultural or commercial establishment of a family nature as form part of the partitionable mass.

In the absence of agreement between the parties, the evaluation of property for the purposes of the application of the provisions of this article is done by experts designated by the parties themselves or, failing such expert, by a judge of the Superior Court of the district of the conjugal domicile.

“**1267e.** The dissolution of the regime cannot prejudice the recourse of prior creditors against the whole of the patrimony of their debtor before the partition takes place.

After the partition, the prior creditors may sue for the payment of their debts the consort who is their debtor, or those succeeding to his rights and also, but not beyond the amount of the benefit he derives from it, his spouse, or those succeeding to the latter's rights. However, each consort, or those succeeding to his rights, has a right of recovery against the

Enfin, l'article 1267e règle le problème des dettes une fois le partage effectué. À cet égard, la préoccupation majeure doit être de sauvegarder intégralement le droit de gage des créanciers. Ceux-ci avaient un recours contre l'intégralité du patrimoine du débiteur au moment où ils ont contracté avec lui et la solution adoptée maintient ce recours.

Après le partage, les deux époux demeurent solidairement responsables des dettes non acquittées (ce qui ne peut évidemment préjudicier aux créanciers), mais ils n'en sont tenus entre eux que chacun pour moitié. Cela se comprend puisque les dettes non acquittées ont été considérées comme passif des acquêts et prises en considération dans le calcul des récompenses.

À la suite de remarques de quelques commentateurs, les auteurs du projet ont pensé devoir réserver au conjoint de l'époux titulaire du patrimoine, le bénéfice d'émolument en vertu duquel sa responsabilité pour les dettes ne peut aller au-delà de la valeur des biens qu'il reçoit en partage. Cette protection paraît plus équitable et elle ne peut causer aucun préjudice aux créanciers puisque, de toute façon, ceux-ci peuvent retrouver intégralement la valeur des biens sur lesquels ils pouvaient exercer leur gage général antérieurement au partage.

Finally, Article 1267e regulates the problem of the debts once the partition has been accomplished. The principal concern in this regard must be the complete protection of the common pledge of the creditors. The latter had a recourse against the debtor's entire patrimony at the moment when they contracted with him and the solution adopted maintains this recourse.

After the partition, the consorts remain jointly and severally liable for the unpaid debts (which clearly does not prejudice the creditors), but as among themselves each is only liable for half. This is understandable since the unpaid debts were considered as liabilities of the acquets and were taken into account in the calculation of the compensations.

As a result of the remarks made by certain commentators, the authors of the draft felt that they should reserve to the spouse of the consort who holds the patrimony the right not to be liable for the debts beyond the amount of the benefit derived from the partition. It seems more equitable for this protection to be granted, and it can cause no prejudice to the creditors since the latter have, in any event, a full recourse against the assets on which they could have exercised their general pledge prior to the partition.

sommes qu'il aura en conséquence été appelé à payer. ».

25. Les articles 1268 et 1269 dudit code sont remplacés par le suivant :

« **1268.** La communauté de meubles et acquêts prévue à la section I du présent chapitre s'établit par la simple déclaration faite au contrat de mariage que l'on entend qu'elle existe.

Cette communauté peut être modifiée par des clauses particulières dont les principales sont exposées dans la section II du présent chapitre.

Les dispositions régissant la communauté de meubles et acquêts sont applicables aux époux qui étaient, le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*), mariés sous le régime de la communauté légale. ».

26. Le titre de la section I qui précède l'article 1270, les articles 1270 et 1271, le titre du paragraphe 1 qui précède l'article 1272 ainsi que les articles 1272 et 1273 dudit code sont remplacés par ce qui suit :

« SECTION I.

« DE LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS.

« § 1. *De ce qui compose la communauté de meubles et acquêts tant en actif qu'en passif.*

« **1272.** La communauté se compose activement :

1. Des biens meubles que les époux possèdent le jour de la célébration du mariage, et aussi de ceux qu'ils acquièrent par la suite ou qui leur échoient pendant le mariage par succession, legs ou donation, si le donateur ou testateur n'a exprimé le contraire, ainsi que des fruits et revenus qui en proviennent ;

2. Des produits du travail des époux pendant le mariage, sous réserve des dispositions de la section III du présent chapitre relatives aux biens réservés ;

other, or those succeeding to his rights, for one half of the sums that he will have been in consequence called upon to pay.".

25. Articles 1268 and 1269 of the said Code are replaced by the following :

“**1268.** Community of moveables and acquests provided for in section I of this chapter is established by the simple declaration which the parties make in the marriage contract of their intention that it shall exist.

This community may be modified by particular clauses, the principal of which are set forth in section II of this chapter.

The provisions governing community of moveables and acquests are applicable to consorts who, on the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*), were married under the regime of legal community.”.

26. The title of section I which precedes article 1270, articles 1270 and 1271, the title of paragraph 1 which precedes article 1272, and articles 1272 and 1273 of the said Code are replaced by the following :

“SECTION I.

“OF COMMUNITY OF MOVEABLES AND ACQUESTS.

“§ 1. *What things compose the assets and liabilities of the community of moveables and acquests.*

“**1272.** The assets of the community consist :

1. Of the moveable property which the consorts possess on the day when the marriage is solemnized, and also of the moveable property which they acquire during the marriage, or which falls to them during the marriage, by succession, legacy or gift, if the donor or testator have not otherwise provided, as well as the fruits and revenues arising therefrom ;

2. Of the proceeds of the work of the consorts during the marriage, subject to the provisions of section III of this chapter relating to reserved property ;

Chapitre Deuxième

De la communauté de biens

Une fois exposées les règles du régime légal, il importe de prévoir un certain nombre de régimes conventionnels que les époux pourront adopter par contrat de mariage. Ces régimes sont soit des régimes communautaires dont les diverses modalités sont prévues sous ce chapitre, soit le régime de la séparation de biens réglé au chapitre quatrième.

Section I

De la communauté de meubles et acquêts

L'esprit dans lequel ont été partiellement modifiées les règles du régime de communauté de biens, — qui devient en vertu du projet un régime conventionnel —, a déjà été mis en lumière (voir, plus haut, Introduction, par. 13). La loi du 18 juin 1964, dans le but de rendre la femme pleinement capable et de lui accorder plus de pouvoirs sous le régime de droit commun, avait déjà porté atteinte à certaines notions traditionnelles de la communauté de meubles et acquêts. Bien que le mari restât maître des biens communs, ses pouvoirs d'agir avaient été restreints et il n'était plus l'administrateur des propres de sa femme. Ces idées ont été respectées dans toutes leurs conséquences.

Sous la nouvelle communauté de biens du projet, la masse commune, constituée de la même manière que sous le Code actuel, reste sous le contrôle et sous l'administration du mari. Mais la femme n'est nullement limitée dans son pouvoir d'agir; ses actes toutefois n'engageront les biens communs qu'à défaut d'opposition du mari.

§ 1. De ce qui compose la communauté de meubles et acquêts tant en actif qu'en passif

Articles 1272 et 1273:

La composition active de la nouvelle communauté de meubles et acquêts est la même que celle prévue au Code actuel aux articles 1272 à 1279a.

Chapter Second

Of community of property

The rules of the legal regime having been set forth, it is important to provide for a certain number of conventional regimes which the consorts may adopt by marriage contract. These regimes are either community regimes, the various forms of which are provided for in this chapter, or the regime of separation of property which is regulated in Chapter Fourth.

Section I

Of community of moveables and acquests

The spirit in which the rules of the regime of community of property — which becomes by virtue of the draft a conventional regime — have been partially changed, has already been explained (see Introduction, par. 13). The act of June 18, 1964, with the aim of making the wife fully capable and of granting her more powers under the legal regime, had already struck at certain traditional notions of community of moveables and acquests. Although the husband remained master of the community property, his powers of acting had been curtailed and he no longer administered the private property of his wife. These ideas have been carried to their logical conclusions.

Under the draft's new community of property, the common mass, which is constituted in the same way as under the present Code, remains under the control and administration of the husband. But the wife's power to act is in no way limited; she will, however, only bind the community property in the absence of the husband's opposition.

§ 1. What things compose the assets and liabilities of the community of moveables and acquests

Articles 1272 and 1273:

The assets of the new community of moveables and acquests are the same as those provided for in the present Code, Articles 1272 to 1279a.

3. Des fruits et revenus provenant des biens qui restent propres aux époux, s'ils sont échus ou perçus pendant le mariage, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 1297;

4. Des immeubles qu'ils acquièrent pendant le mariage.

« **1273.** Tout bien est réputé conquis de communauté s'il n'est établi qu'il est propre à l'un des époux par application d'une disposition de la loi.

Le caractère propre d'un bien s'établit tant entre les époux qu'à l'égard des tiers selon les règles du droit commun. ».

27. L'article 1278 dudit code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Si toutefois la soulte est supérieure à la moitié de la valeur du bien qui fait l'objet de l'échange, ce bien entre en communauté à charge de récompense. ».

28. L'article 1279 dudit code est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« Cependant, si c'est à même les biens de la communauté que cette portion nouvelle est ainsi acquise et que sa valeur soit supérieure à celle dont il était déjà propriétaire, les deux deviennent biens de la communauté, à charge de récompense. ».

29. L'article 1279a dudit code, édicté par l'article 3 du chapitre 66 des lois de 1945, est modifié en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « résultant de délits ou de quasi-délits ».

30. L'article 1280 dudit code est modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les suivants :

« 1. De toutes les dettes mobilières dont les époux sont grevés au jour de la célébration du mariage et de celles dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient et les legs ou les donations qui leur sont faits durant le mariage, selon les règles prévues aux articles 1282 à 1285;

3. Of the fruits and revenues arising from property remaining private to the consorts and which fall due or are received during the marriage, subject, however, to the provisions of article 1297;

4. Of the immoveables they acquire during the marriage.

« **1273.** All property is deemed to be a joint acquest of the community if it be not proved that it is the private property of one of the consorts by the application of a provision of the law.

The private nature of property is established, both respecting consorts as well as third parties, according to the ordinary rules of the law.".

27. Article 1278 of the said Code is amended by adding the following paragraph:

"If, however, the difference is greater than half the value of the property acquired in exchange, such property falls into the community subject to compensation."

28. Article 1279 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following:

"However, if the new share was acquired with community assets and its value be greater than that of the one he already had, both shares become community assets, subject to compensation."

29. Article 1279a of the said Code, enacted by section 3 of chapter 66 of the statutes of 1945, is amended by striking out the words "resulting from offences or quasi-offences" in the fourth and fifth lines.

30. Article 1280 of the said Code is amended by replacing paragraphs 1 and 2 by the following:

"1. Of all moveable debts due by the consorts on the day when the marriage was solemnized; and of those due by the successions which fall to them, or by the legacies or gifts which are made to them during the marriage, according to the rules provided in articles 1282 to 1285;

Le paragraphe 2 de l'article 1272 mentionne les produits du travail, mais en cela il n'ajoute rien de nouveau. Il a paru normal de mieux souligner ce qui constitue la source principale d'alimentation de la communauté pendant que dure le régime. À remarquer toutefois que l'article 1279a du Code actuel a été partiellement modifié dans le sens suggéré plus haut sous l'article 1266i du projet.

De la même manière, l'article 1273 nouveau exprime formellement une présomption et une règle de preuve admises en doctrine et en jurisprudence mais que l'article 1273 actuel ne prévoyait que dans le cas des immeubles.

Article 1278:

La disposition contenue dans le deuxième alinéa exprime une règle suivie en jurisprudence et conforme à celle déjà explicitée à l'article 1266f.

Article 1279:

Seul le premier alinéa de l'article 1279 du Code actuel, auquel le présent article correspond, devait être retenu, l'autre étant maintenant inapplicable, puisque le mari n'a plus l'administration des propres de sa femme.

La règle contenue dans le nouveau deuxième alinéa est la même que celle de l'article 1266g du projet et correspond à celle du deuxième alinéa de l'article 1278.

Article 1279a:

Voir note sous l'article 1266i du projet.

Articles 1280 à 1291b:

Comme dit précédemment, la principale réforme suggérée quant à ce régime, concerne le passif de la communauté. Il importe de donner à la femme plein pouvoir d'agir, mais tout en sauvegardant l'unité de gestion du patrimoine commun. Le mari ne doit pas pouvoir empêcher sa femme d'agir, mais

Paragraph 2 of Article 1272 mentions the proceeds of work, but this does not represent the addition of anything new. It seemed only natural to emphasize what constitutes during the regime the principal source of the community's assets. It is to be noted, however, that Article 1279a of the present Code has been partially modified in the manner suggested above under Article 1266i of the draft.

Similarly, the new Article 1273 formally enacts a presumption and a rule of evidence that are recognized by the doctrine and jurisprudence but which the present Article 1273 only provided for in the case of immoveables.

Article 1278:

The provision contained in the second paragraph embodies a rule applied by the jurisprudence and which is in conformity with that already set forth in Article 1266f.

Article 1279:

Only the first paragraph of Article 1279 of the present Code, to which this article corresponds, should be retained; the other paragraph has become inapplicable by reason of the fact that the husband no longer has the administration of the private property of his wife.

The rule contained in the new second paragraph is the same as that set forth in Article 1266g of the draft and corresponds to the provision of the second paragraph of Article 1278.

Article 1279a:

See the note under Article 1266i of the draft.

Articles 1280 to 1291b:

As already stated, the principal reform recommended with respect to this regime involves the liabilities of the community. It is important to give the wife full power to act but at the same time to protect the unity of the management of the common patrimony. The husband must not be able to

2. Des dettes, tant en capitaux qu'en arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme sans opposition du mari, selon les règles prévues aux articles 1290 à 1291c et à l'article 1294; ».

31. L'article 1281 dudit code est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

« Le créancier de la femme en vertu d'un acte dont la date n'est pas constatée tel que ci-dessus, est dans la même situation que le créancier envers qui la femme s'engage, au cours du régime, malgré l'opposition du mari. ».

32. Les articles 1282 à 1288 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **1282.** Les dettes dont se trouvent grevées les successions qui sont échues aux époux pendant le mariage sont à la charge de l'époux qui succède dans la mesure où les biens de la succession lui demeurent propres, et à la charge de la communauté dans la mesure où celle-ci les recueille.

« **1283.** Pour établir la nature et la valeur des biens compris dans la succession, l'époux qui succède doit faire procéder à un inventaire, à défaut duquel le conjoint ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit et même faire preuve de la consistance et de la valeur des biens non inventoriés tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée.

« **1284.** Les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur la pleine propriété comprise dans l'hérédité, et en outre, en cas d'acceptation pure et simple, tant sur les biens propres de l'époux qui succède que sur les biens de la communauté, dans la mesure précisée à l'article 1285, sauf les récompenses respectives au cas où la dette ne doit pas rester à la charge de celui qui l'a payée.

2. Of the debts, whether of capital sums, arrears, or interest, contracted by the husband during the community, or by the wife without opposition by the husband, in accordance with the rules provided for in articles 1290 to 1291c and 1294;".

31. Article 1281 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following:

"Creditors of the wife who claim under acts the date of which has not been established as stated above, are in the same situation as creditors towards whom the wife binds herself during the regime in spite of the opposition of her husband."

32. Articles 1282 to 1285 of the said Code are replaced by the following:

"**1282.** Debts due by successions which fall to the consorts during marriage are chargeable to the consort who succeeds to the extent that the property of the succession remains his private property, and are chargeable to the community to the extent that the latter receives it.

"**1283.** In order to establish the nature and the value of the property comprised in the succession, the consort who succeeds must cause an inventory to be made, failing which the spouse or his heirs may, at the dissolution of the community, sue for lawful compensation and may even make proof of the description and value of the property not inventoried either by deeds or family papers or witnesses and, if necessary, by general rumour.

"**1284.** The creditors of the succession have the right to be paid out of the entire property comprising the inheritance and furthermore, in the case of outright acceptance, out of both the private property of the consort who succeeds and the property of the community to the extent stated in article 1285, subject to the respective compensations where the debt does not remain at the charge of he who paid it.

il doit pouvoir empêcher que les actes de celle-ci ne lient les biens communs. C'est le grand principe nouveau posé par l'article 1290, lequel s'emploie à préciser les recours des créanciers de chacun des époux à l'égard des propres et des biens communs. Il a fallu en conséquence pour le même motif modifier l'article 1281 du Code actuel relatif aux dettes contractées par la femme avant le mariage.

D'autre part, il est suggéré d'introduire une idée nouvelle devant présider au partage des successions échues à l'un ou à l'autre des époux, idée exprimée et mise en oeuvre aux articles 1280 (par. 1), 1282 à 1285 et à l'article 1289.

Enfin, il fallait appliquer au cas de la femme commune en biens qui exerce une profession, la règle nouvelle fondamentale que le projet suggère d'adopter, à savoir que le mari peut empêcher que les biens communs, dont il a l'administration, soient liés malgré lui par les actes de sa femme. C'est en quoi l'article 1291a diffère de l'actuel article 182 C.c., lequel, du reste, se trouve mieux placé dans le présent chapitre.

prevent his wife from acting, but he must be able to prevent her acts from binding the common property. This is the new major principle laid down in Article 1290, the function of which is to specify the recourses of the creditors of each of the consorts with respect to the private and common property. Consequently it was also necessary to modify Article 1281 of the present Code relating to debts contracted by the wife before marriage.

Again, it is suggested that a new idea be introduced governing the partition of estates falling to either of the consorts, and this is expressed and put into effect in Articles 1280 (par. 1), 1282 to 1285 and 1289.

Finally, it was necessary to apply to the case of the wife in community of property, who is carrying on a profession, the new fundamental rule which the draft suggests be adopted, namely that the husband can prevent the community property of which he has the administration from being bound by the acts of his wife against his will. This is the difference between Article 1291a and the present Article 182 C.C., which latter article is, moreover, better situated in the present chapter.

« **1285.** Si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur ses biens propres et sur les biens de la communauté, sauf les biens réservés de la femme, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que les biens de la succession demeurent ou non propres au mari.

Si la succession est échue à la femme et qu'elle l'accepte purement et simplement, sans opposition du mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur les biens propres et réservés de la femme, aussi bien que sur les biens de la communauté.

Mais si la succession échue à la femme est acceptée par elle malgré l'opposition du mari, les créanciers peuvent poursuivre leur paiement sur les biens de l'hérédité, sur ceux de la femme, tant propres que réservés, et aussi sur les biens de la communauté, mais seulement jusqu'à concurrence du profit que celle-ci en retire. C'est au mari qu'il incombe de prouver la limite de l'émolument de la communauté. ».

33. Les articles 1289 à 1291 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **1289.** Les règles établies par les articles 1282 et suivants régissent les dettes dépendant d'une donation ou d'un legs comme celles résultant d'une succession.

« **1290.** Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par le mari pendant le mariage non seulement sur ses biens propres, mais aussi sur les biens de la communauté, à l'exclusion toutefois des biens réservés de la femme.

Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par la femme sans opposition du mari tant sur les biens de la communauté que sur les biens propres et réservés de la femme. Le mari peut s'opposer à un tel acte passé par son épouse dans les trois mois de la connaissance qu'il en a, s'il n'y a pas déjà consenti; le consentement ou le défaut d'opposition du mari à un acte de

« **1285.** If the succession fall to the husband, the creditors of the succession have the right to be paid out of his private property and the property of the community, except the reserved property of the wife, without any distinction having to be made as to whether or not the property of the succession remains the private property of the husband.

If the succession fall to the wife and she accept it outright, without any opposition on the part of the husband, the creditors of the succession have the right to be paid out of the wife's private and reserved property, as well as out of the property of the community.

But if the succession falling to the wife is accepted by her in spite of the opposition of her husband, the creditors have the right to be paid out of the property of the inheritance, out of both the wife's private and reserved property and also out of the property of the community but, as regards the latter, only to the extent that it benefited. It is for the husband to prove the limit to which the community has benefited.".

33. Articles 1289 to 1291 of the said Code are replaced by the following:

« **1289.** The rules established by articles 1282 and the articles which follow it, govern the debts attached to a gift or a legacy as well as those which attach to a succession.

« **1290.** The creditors have a right to be paid the debts contracted by the husband during the marriage not only from his private property but also from the property of the community to the exclusion, however, of the reserved property of the wife.

The creditors have a right to be paid the debts contracted by the wife without opposition by her husband either from the community property or from her private or reserved property. If he has not already consented thereto, the husband may oppose such an act entered into by his wife within three months of his knowledge of it; the only effect of the consent of, or absence of opposition by, the husband is

sa femme n'a pour effet que de lier la communauté.

Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par la femme malgré l'opposition du mari sur les biens propres et réservés de la femme, mais, sous réserve de l'article 180, ils ne peuvent poursuivre leur paiement sur les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit que celle-ci a retiré de l'acte de la femme.

« **1291.** Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari est à la charge du mari et de la communauté, et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens propres ou réservés.

« **1291a.** La femme commune en biens qui exerce un négoce ou une profession, avec le consentement exprès ou tacite du mari, oblige et engage la communauté pour tout ce qui concerne ce négoce ou cette profession.

La femme commune en biens qui exerce un négoce ou une profession, malgré l'opposition du mari, n'engage la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire.

Les tiers sont censés avoir eu connaissance de l'opposition du mari à compter du jour où le mari a déposé, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où le négoce ou la profession est exercée, une déclaration à cet effet.

« **1291b.** Lorsqu'une dette entre en communauté pendant le mariage du chef d'un seul des époux, elle ne peut être poursuivie sur les biens propres de l'autre.

S'il y a solidarité, la dette est réputée entrer en communauté du chef des deux époux. Mais quand un époux ne fait que donner son consentement à l'obligation de l'autre, c'est seulement du chef de celui-ci que la dette entre en communauté.

for the community to be bound.

The creditors have a right to be paid the debts contracted by the wife, in spite of the opposition of the husband, from the private and reserved property of the wife, but, subject to article 180, their right to be paid from the property of the community is limited to the amount of profit it has derived from the act of the wife.

“**1291.** All debts which the wife contracts only in virtue of a general or special power of attorney from her husband, are chargeable to her husband and the community; and the creditors cannot sue for their payment either against the wife or against her private or reserved property.

“**1291a.** A wife common as to property who carries on a trade or a calling, with the express or tacit consent of her husband, binds and obligates the community for all that relates to such trade or profession.

A wife common as to property who carries on a trade or a calling, despite the opposition of her husband, does not bind the community beyond the amount of the benefit it derives from it.

Third persons shall be deemed to have had knowledge of the husband's opposition from the date that the husband has deposited a declaration to that effect in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district where the trade or the calling is carried on.

“**1291b.** When during the marriage the community becomes liable for a debt that is attributable to one of the consorts only, the payment of such debt cannot be claimed against the private property of the other.

Where a debt for which the community is liable is joint and several, it is deemed to be attributable to both consorts; but when a consort does no more than give his consent to the incurring of the liability by the other, it becomes a debt of the community attributable to the latter only.

Article 1291:

La règle de l'article 1291 du Code actuel est modifiée partiellement pour tenir compte du fait qu'à l'avenir seront distingués, pendant la durée du régime, les propres du mari des biens communs.

Article 1291:

The rule of Article 1291 of the present Code is partially modified by making allowance for the future distinction between the husband's private property and the common property during the existence of the regime.

« **1291c.** La communauté a droit à récompense si elle est forcée d'acquitter une dette assumée, pendant le mariage, par l'un des époux dans son intérêt exclusif. ».

34. Le titre du paragraphe 2 qui précède l'article 1292 est remplacé par le suivant:

« § 2. *De l'administration de la communauté de meubles et acquêts et de l'effet des actes des époux.* ».

35. L'article 1292 dudit code, remplacé par l'article 12 du chapitre 66 des lois de 1964, est modifié en ajoutant à la fin du premier alinéa, après le mot « communauté », ce qui suit: « sous réserve des dispositions de l'article 1293 et des articles 1425a et suivants ».

36. L'article 1294 dudit code, remplacé par l'article 13 du chapitre 66 des lois de 1964, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **1294.** Les condamnations pécuniaires tant civiles que pénales encourues par un époux pour crime, délit, quasi-délit ou pour tout manquement à une obligation procédant de la loi seule peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté; toutefois, celles qui sont encourues par le mari ne peuvent s'exécuter sur les biens réservés de sa femme. ».

37. Les articles 1296 à 1299 dudit code, remplacés par les articles 14 et 15 du chapitre 66 des lois de 1964, sont remplacés par les suivants:

« **1296.** Sauf le cas de l'article 180, les actes faits par la femme malgré l'opposition du mari, tel qu'il est prévu par l'article 1290, n'engagent les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire.

« **1297.** La femme a l'administration et la libre disposition de tous ses biens propres, mais à charge de verser à la communauté, sur demande du mari, les

“**1291c.** Where the community is obliged to pay a debt that was incurred by a consort during the marriage in his own interest only, it is entitled to compensation.”.

34. The title of paragraph 2 which precedes article 1292 is replaced by the following:

“§ 2. *Of the administration of the community of moveables and acquets and the effect of the acts of the consorts.*”.

35. Article 1292 of the said Code, replaced by section 12 of chapter 66 of the statutes of 1964, is amended by adding after the word “community”, at the end of the first paragraph, the words “subject to the provisions of article 1293 and of articles 1425a and following”.

36. Article 1294 of the said Code, replaced by section 13 of chapter 66 of the statutes of 1964, is again replaced by the following:

“**1294.** Pecuniary condemnations whether civil or penal incurred by the husband for criminal offences, offences, quasi-offences, or any failure to perform an obligation arising from the operation of the law solely, may be recovered out of the property of the community; however, those incurred by the husband cannot be executed against the reserved property of his wife.”.

37. Articles 1296 to 1299 of the said Code, replaced by sections 14 and 15 of chapter 66 of the statutes of 1964, are again replaced by the following:

“**1296.** Saving the case of article 180, acts done by the wife, in spite of her husband's opposition as provided for in article 1290, do not affect the property of the community beyond the amount of the benefit it derives from them.

“**1297.** The wife has the administration and free disposal of all her private property, but must, on the request of her husband, turn over to the community

Article 1294:

Il a paru nécessaire de modifier cet article pour tenir compte de la distinction entre les propres du mari et les biens communs dans le texte actuel, tout en précisant formellement, en outre, que la disposition concerne à la fois les condamnations pénales et les condamnations civiles.

Article 1294:

It appeared necessary to amend such article to take into account the distinction between the husband's private property and the common property in the present text in order to formally specify that the provision covers both penal and civil condemnations.

Article 1296:

Ce texte remplace l'article 1296 du Code actuel, selon la règle nouvelle établie par l'article 1290 du projet.

Article 1296:

This text replaces Article 1296 of the present Code according to the new rule established by Article 1290 of the draft.

revenus perçus et non consommés, de même que les biens acquis en en faisant emploi.

Elle exerce seule toutes les actions en justice se rapportant à ses biens propres. ».

38. L'article 1301 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 42 des lois de 1904, est abrogé.

39. L'article 1302 dudit code est abrogé.

40. L'article 1305 dudit code est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « du mari » par les mots « de l'époux ».

41. L'article 1306 dudit code est abrogé.

42. L'article 1307 dudit code est remplacé par le suivant:

« **1307.** La récompense du prix de l'immeuble ne s'exerce que sur la masse de la communauté; dans tous les cas, elle consiste dans le prix même qu'a rapporté la vente, et non dans la valeur réelle ou convenue de l'immeuble vendu. ».

43. L'article 1308 dudit code est modifié en remplaçant dans les cinquième et sixième lignes, les mots « personnels à l'un des époux » par les mots « propres à l'un d'eux ».

44. L'article 1309 dudit code est modifié en insérant, dans la première ligne, après le mot « commun », ce qui suit: « avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*) ».

45. Le titre du paragraphe 3 dudit code qui précède l'article 1310 ainsi que le titre qui précède l'article 1310 et intitulé « *1. De la dissolution de la communauté.* » sont remplacés par ce qui suit:

« § 3. *De la dissolution de la communauté.* ».

46. L'article 1310 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1906, est remplacé par le suivant:

the revenues received by her that remain unconsumed, together with any property acquired therewith.

She exercises alone all actions relating to her private property.”.

38. Article 1301 of the said Code, amended by section 2 of chapter 42 of the statutes of 1904, is repealed.

39. Article 1302 of the said Code is repealed.

40. Article 1305 of the said Code is amended by replacing the word “husband” in the first line by the word “consort”.

41. Article 1306 of the said Code is repealed.

42. Article 1307 of the said Code is replaced by the following:

“**1307.** The compensation for the price of an immovable can be claimed only out of the mass of the community. In all cases, it consists of the price brought by the sale and not of the real or conventional value of the immovable sold.”.

43. Article 1308 of the said Code is amended by replacing the words “the consorts” in the sixth line by the word “them”.

44. Article 1309 of the said Code is amended by inserting after the word “child” in the second line the words “before the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*)”.

45. The title of paragraph 3 of the said Code, which precedes article 1310, and the title preceding article 1310, which reads “*1. Of the Dissolution of the Community.*”, are replaced by the following:

“§ 3. *Of the dissolution of the community.*”.

46. Article 1310 of the said Code, amended by section 2 of chapter 38 of the statutes of 1906, is replaced by the following:

Article 1297:

Le texte suggéré modifie sur plusieurs points l'article 1297 du Code actuel, tel qu'il a été adopté par la loi du 18 juin 1964.

Tout d'abord, il reconnaît à la femme le droit d'exercer seule non seulement ses actions mobilières et possessoires mais aussi ses actions pétitoires, ce qui est sans doute voulu par la loi actuelle mais n'a pas été formellement exprimé. Ensuite et surtout, il accorde à la femme le pouvoir d'aliéner ou d'hypothéquer ses immeubles propres sans avoir à obtenir le consentement du mari. La réserve ancienne pouvait s'expliquer par le fait que les revenus des propres tombent en communauté, mais elle faisait naître une inégalité choquante et inopportune. Si rien ne limite les pouvoirs du mari d'aliéner ou d'hypothéquer ses immeubles propres, parallèlement, rien ne doit limiter les pouvoirs de la femme d'agir de la même façon à l'égard des siens.

C'est pour la même raison qu'est suggérée l'abolition pure et simple des articles 1298 et 1425b adoptés en 1964 qui permettaient au mari d'obtenir le retrait des pouvoirs de la femme sur ses biens propres et sur ses biens réservés. Il paraît excessif de réserver au mari une prérogative aussi lourde de conséquences, sous le seul prétexte qu'il est l'administrateur des biens communs.

Une dernière remarque: on aura sans doute noté les pouvoirs de disposition que le premier alinéa accorde à la femme sur les revenus de ses biens. Il a paru nécessaire de les lui accorder si l'on veut qu'elle soit en mesure d'administrer vraiment ses propres. Il aurait d'ailleurs été manifestement inconvenant de prétendre lui donner une certaine autonomie et en même temps exiger d'elle une comptabilité précise devant lui permettre de rendre compte de tous les fruits perçus.

Articles 1307 et 1308:

Si ces textes ne reproduisent plus intégralement les articles 1307 et 1308 C.c., c'est que le mari, n'ayant plus l'administration des propres de sa femme, il convient, au chapitre des récompenses, de traiter les

Article 1297:

The recommended text modifies, in several respects, Article 1297 of the present Code as adopted by the act of June 18, 1964.

It starts out by acknowledging the wife's right to exercise alone her petitory actions as well as her moveable and possessory actions; this was no doubt the intention of the present law, but it was not formally expressed. Then, and above all, it gives the wife the power to alienate or hypothecate her private immoveables without her having to obtain her husband's consent. The former restriction could be justified on the basis that the revenues from private property fall into the community, but it gave rise to an inequality that was both shocking and out of step with the times. If there are no limits on the husband's powers of alienation or hypothecation of his private immoveables, there should likewise be none on the wife's powers with respect to hers.

The pure and simple abolition of Articles 1298 and 1425b, adopted in 1964, permitting the husband to obtain the withdrawal of the wife's powers over her private and reserved property, is recommended for the same reason. It would seem out of proportion to reserve to the husband a prerogative with such important consequences on the sole pretext of his being the administrator of the property of the community.

A final remark: the wife's powers of disposal over the revenues arising from her property under the first paragraph will no doubt have been noticed. It appeared necessary to grant her such powers if the aim of putting her in a position of being able to administer effectively her private property is to be realized. It would moreover have been clearly objectionable to be asserting that she is being granted a degree of autonomy while at the same time requiring her to keep books or accounts detailed enough for her to render account with respect to all her revenues.

Articles 1307 and 1308:

If these texts are not exact reproductions of Articles 1307 and 1308 C.C., the reason is that since the husband has no longer the administration of his wife's property, the consorts should be treated as both being on

« **1310.** La communauté se dissout pour les mêmes causes que celles qui sont prévues à l'article 1266s pour la société d'acquêts. ».

47. L'article 1311 dudit code, remplacé par l'article 18 du chapitre 101 des lois de 1930/1931, est abrogé.

48. L'article 1312 dudit code, remplacé par l'article 19 du chapitre 101 des lois de 1930/1931, est abrogé.

49. L'article 1314 dudit code est abrogé.

50. L'article 1314a dudit code, édicté par l'article 25 du chapitre 50 des lois de 1896/1897, est abrogé.

51. L'article 1314b dudit code, édicté par l'article 25 du chapitre 50 des lois de 1896/1897 et modifié par l'article 3 du chapitre 72 des lois de 1947, est abrogé.

52. L'article 1314e dudit code, édicté par l'article 25 du chapitre 50 des lois de 1896/1897, est abrogé.

53. Les articles 1315 à 1317 dudit code sont abrogés.

54. L'article 1318 dudit code, remplacé par l'article 17 du chapitre 66 des lois de 1964, est abrogé.

55. L'article 1319 dudit code est abrogé.

56. L'article 1320 dudit code, remplacé par l'article 23 du chapitre 101 des lois de 1930/1931, est abrogé.

57. Les articles 1321 et 1322 dudit code sont abrogés.

58. Ledit code est modifié en retranchant le titre qui précède l'article 1323.

59. Les articles 1323 à 1332 dudit code, remplacés par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1896/1897, sont abrogés.

"1310. The community is dissolved for the same reasons as those provided in article 1266s for the partnership of acquests."

47. Article 1311 of the said Code, replaced by section 18 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931, is repealed.

48. Article 1312 of the said Code, replaced by article 19 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931, is repealed.

49. Article 1314 of the said Code is repealed.

50. Article 1314a of the said Code, enacted by section 25 of chapter 50 of the statutes of 1896/1897, is repealed.

51. Article 1314b of the said Code, enacted by section 25 of chapter 50 of the statutes of 1896/1897 and amended by section 3 of chapter 72 of the statutes of 1947, is repealed.

52. Article 1314e of the said Code, enacted by section 25 of chapter 50 of the statutes of 1896/1897, is repealed.

53. Articles 1315 to 1317 of the said Code are repealed.

54. Article 1318 of the said Code, replaced by section 17 of chapter 66 of the statutes of 1964, is repealed.

55. Article 1319 of the said Code is repealed.

56. Article 1320 of the said Code, replaced by section 23 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931, is repealed.

57. Articles 1321 and 1322 of the said Code are repealed.

58. The said Code is amended by striking out the title which precedes article 1323.

59. Articles 1323 to 1332 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 52 of the statutes of 1896/1897, are repealed.

époux de la même façon.

§ 3. De la dissolution de la communauté

Le paragraphe 3 qui traite de la dissolution de la communauté comprend les articles 1310 à 1383 du Code actuel, auxquels plusieurs changements ont été apportés.

Certains sont mineurs: ainsi l'article 1342 ne parle pas de « clôture en justice de l'inventaire » puisque le nouveau Code de procédure n'y fait aucune allusion; et l'article 1353a reproduit des dispositions aujourd'hui édictées aux articles 1314b et 2126 C.c.

Les autres sont importants (articles 1369 à 1378, 1381 et 1382); ils attestent tous de la nouvelle situation des époux à l'égard des tiers telle qu'elle a été mise en lumière ci-haut (cf. Introduction, paragraphe 13).

the same footing with respect to compensation.

§ 3. Of the dissolution of the community

Paragraph 3 dealing with the dissolution of the community includes Articles 1310 to 1383 of the present Code to which several changes have been made.

Some of these are minor: thus Article 1342 does not speak of the judicial closing of the inventory since the new Code of Civil Procedure makes no mention of it; and Article 1353a reproduces provisions that are now set forth in Articles 1314b and 2126 C.C.

The others are important (Articles 1369 to 1378, 1381 and 1382); they all reflect the new relationships between the consorts and third parties as recited above (cf. Introduction, paragraph 13).

60. L'article 1342 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1913/1914, par l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1916 (1ère session) et par l'article 46 du chapitre 20 des lois de 1966, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Cet inventaire doit être fait en forme notariée et porter minute. ».

61. L'article 1345 dudit code est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot « notarié », les mots « portant minute ».

62. Ledit code est modifié en insérant, après l'article 1353, les suivants:

« **1353a.** La renonciation à la communauté doit être enregistrée tel que prévu au titre *De l'enregistrement des droits réels*.

Lorsque la dissolution du régime résulte d'un jugement de séparation de corps ou de biens, la renonciation doit être enregistrée au bureau d'enregistrement dans la circonscription duquel le mari était domicilié au temps où la demande a été intentée ou, si le mari avait alors quitté la province, au bureau d'enregistrement dans la circonscription duquel les époux ont eu leur dernier domicile commun avant l'institution de l'action.

Cet enregistrement se fait par dépôt.

« **1353b.** Au cas de renonciation de la femme, le mari peut être poursuivi pour toutes les dettes de la communauté encore existantes.

Il n'est toutefois tenu de celles entrées en communauté du chef de la femme que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu un bon et fidèle inventaire, et il possède un recours en répétition contre la femme ou ses héritiers, si c'est à charge de récompense que la dette était entrée en communauté. ».

63. L'article 1357 dudit code est modifié:

(a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1, le mot « personnels » par le mot « propres »;

60. Article 1342 of the said Code, amended by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1913/1914, by section 1 of chapter 33 of the statutes of 1916 (1st session) and by section 46 of chapter 20 of the statutes of 1966, is again amended by adding the following paragraph:

"This inventory must be made in notarial form *en minute*."

61. Article 1345 of the said Code is amended by inserting after the word "form" in the third line the words "*en minute*".

62. The said Code is amended by inserting after article 1353 the following:

"**1353a.** The renunciation of the community must be registered as provided for in the title *Of Registration of Real Rights*.

When the dissolution of the regime results from a judgment of separation from bed and board or of property, the renunciation must be registered in the registry office of the division in which the husband was domiciled at the time when the suit was brought, or, if the husband had then left the Province, in the registry office of the division in which the consorts had their last common domicile before the institution of the action.

This registration is effected by deposit.

"**1353b.** Where the wife renounces, all debts of the community that are still outstanding may be claimed from the husband.

He is not, however, bound for debts of the community attributable to the wife beyond the amount of the benefit he derives from the community, provided there has been a good and faithful inventory; he has a right of recovery against his wife or her heirs where it was subject to compensation that the debt became a liability of the community."

63. Article 1357 of the said Code is amended:

(a) by replacing the word "personnels", in the first line of paragraph 1 of the French version, by the word "propres".

b) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

« 2 Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté ou les deniers obtenus en remplacement et dont il n'a pas été fait emploi; ».

64. L'article 1359 dudit code est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, le mot « personnels » par le mot « propres ».

65. L'article 1365 dudit code est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot « personnels » par le mot « propres ».

66. L'article 1367 dudit code est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « personnels » par le mot « propres ».

67. Les articles 1369 à 1375 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **1369.** Après le partage, chacun des époux peut être poursuivi pour la totalité des dettes encore existantes qui étaient entrées en communauté de son chef.

« **1370.** Chacun des époux ne peut être poursuivi que pour la moitié des dettes qui étaient entrées en communauté du chef de son conjoint.

Il n'en est tenu toutefois que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu un bon et fidèle inventaire.

« **1371.** Les époux contribuent entre eux, chacun pour moitié, aux dettes de la communauté pour lesquelles il n'était pas dû de récompense, ainsi qu'aux frais de scellé, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage.

L'époux supporte seul les dettes qui n'étaient devenues communes que sauf récompense à sa charge.

« **1372.** L'époux qui peut se prévaloir du bénéfice prévu au deuxième alinéa de l'article 1370 ne contribue aux dettes

(b) by replacing paragraph 2 by the following:

"2. The price of such of his immoveables as have been alienated during the community or the money obtained in replacement and which has not been reinvested;".

64. The French version of article 1359 of the said Code is amended by replacing the word "personnels", in the second line of the second paragraph, by the word "propres".

65. The French version of article 1365 of the said Code is amended by replacing the word "personnels" in the last line by the word "propres".

66. The French version of article 1367 of the said Code is amended by replacing the word "personnels" in the second line by the word "propres".

67. Articles 1369 to 1375 of the said Code are replaced by the following:

"**1369.** After the partition, each consort may be sued for the full amount of outstanding debts that are liabilities of the community attributable to him.

"**1370.** Each consort may only be sued for one half of the debts that are liabilities of the community attributable to his spouse.

He is nevertheless not bound beyond the amount of the benefit he derives from the community, provided there has been a good and faithful inventory.

"**1371.** As between themselves, the consorts each contribute for one half to those debts of the community for which no compensation is owing, as well as to the expenses of seals, inventories, sales of moveable property, liquidation, licitation and partition.

Debts that become liabilities of the community solely on the basis of a consort being obliged to effect compensation are borne by that consort alone.

"**1372.** A consort who is entitled to avail himself of the second paragraph of article 1370, does not contribute to the

qui étaient entrées en communauté du chef de son conjoint que jusqu'à concurrence de son émolument, à moins qu'il ne s'agisse de dettes pour lesquelles il aurait lui-même dû récompense.

« **1373.** L'époux qui a payé une dette au delà de la portion dont il était tenu par application des articles précédents n'a point, pour cet excédent, de recours en répétition contre le créancier, à moins que la quittance n'exprime qu'il n'entend payer que dans la limite de son obligation.

Il a toutefois un recours contre son conjoint. ».

68. Les articles 1377 et 1378 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **1377.** Les dispositions des articles précédents ne font point obstacle à ce que, sans préjudicier aux droits des tiers, une clause de partage oblige l'un ou l'autre des époux à payer une quotité des dettes autre que celle qui est fixée ci-dessus, ou même à acquitter le passif entièrement.

« **1378.** Les héritiers des époux exercent en cas de dissolution de la communauté, les mêmes droits que celui des époux qu'ils représentent et sont soumis aux mêmes obligations. ».

69. L'article 1381 dudit code est modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les suivants:

« 1. Les biens qui lui sont propres ou ceux qui ont été acquis en remploi;

« 2. Le prix des biens propres aliénés ou les deniers obtenus en remplacement et dont l'emploi ou le remploi n'a pas été fait; ».

70. L'article 1382 dudit code est remplacé par le suivant:

« **1382.** La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers.

debts of the community attributable to his spouse beyond the amount of the benefit he derives from the community, unless the debts involved are ones for which he himself would have owed compensation.

“**1373.** A consort who has paid a greater portion of a debt than that for which he was bound under the preceding articles has no recourse against the creditor in recovery of the excess, unless the receipt discloses his intention not to pay beyond the extent of his liability.

He nevertheless has a recourse against his spouse.”.

68. Articles 1377 and 1378 of the said Code are replaced by the following:

“**1377.** A clause in a partition agreement whereby either of the consorts undertakes to pay a proportion of the debts different to that hereinabove fixed, or even to acquit the whole of the debts, is not rendered invalid by the provisions of the preceding articles, save as to third parties.

“**1378.** The heirs of the consorts exercise the same rights and are subject to the same obligations, on the dissolution of the community, as the consort they represent.”.

69. Article 1381 of the said Code is amended by replacing paragraphs 1 and 2 by the following:

“1. Her private property or that which has been acquired in replacement of the same;

“2. The price of her private property that has been alienated or the money that has been received in replacement and which has not been invested or reinvested;”.

70. Article 1382 of the said Code is replaced by the following:

“**1382.** The wife who renounces is freed from all contribution to the debts of the community, both as regards her husband and as regards creditors.

Article 1381:

Le texte a été modifié pour tenir compte du fait que, dans le régime tel que remanié, la femme conserve l'administration de ses propres, mais le mari reste en droit de réclamer les fruits qui en proviennent.

Article 1381:

The text has been modified to take into account the fact that in the regime as reshaped the wife retains the administration of her private property, but the husband continues to have the right to claim the fruits that arise from it.

Elle reste toutefois tenue des dettes qu'elle a assumées personnellement. ».

71. L'article 1383 dudit code est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot « personnels » par le mot « propres ».

72. Le titre de la section II précédant l'article 1384 dudit code est remplacé par le suivant :

« SECTION II.

« DES PRINCIPALES CLAUSES MODIFICATIVES DE LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS. ».

73. L'article 1384 dudit code est modifié :

a) en retranchant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot « légale » ;

b) en insérant après le paragraphe 1 du deuxième alinéa, le suivant :

« 1a. Que seuls les acquêts entreront en communauté; ».

74. L'article 1389 dudit code est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Le défaut de tel inventaire ou titre rend l'époux non recevable à exercer la reprise du mobilier qui lui est échu pendant le mariage. ».

75. L'article 1393 dudit code est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Lorsque l'époux n'a ameubli un immeuble que pour une certaine somme, il en conserve l'administration et il peut en disposer comme s'il s'agissait d'un propre. ».

76. L'article 1394 dudit code est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

77. L'article 1399 dudit code est modifié :

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot « personnels » par le mot « propres » ;

She remains liable, however, for debts she assumed personally.”.

71. The French version of article 1383 of the said Code is amended by replacing the word “personnels” in the third line of the first paragraph by the word “propres”.

72. The title of section II which precedes article 1384 of the said Code is replaced by the following :

“SECTION II.

“OF THE PRINCIPAL CLAUSES WHICH MAY MODIFY THE COMMUNITY OF MOVEABLES AND ACQUESTS.”.

73. Article 1384 of the said Code is amended :

(a) by striking out the word “legal” in the first line of the first paragraph ;

(b) by inserting after paragraph 1 of the second paragraph, the following :

“1a. That acquets alone shall enter into the community;”.

74. Article 1389 of the said Code is amended by replacing the second and third paragraphs by the following :

“In default of such inventory or title, the consort forfeits his right to take back the moveable property which has fallen to him during the marriage.”.

75. Article 1393 of the said Code is amended by replacing the second and third paragraphs by the following :

“When the consort has contributed as moveable an immovable only to the extent of a certain sum, he retains the administration thereof and may dispose thereof as if it were private property.”.

76. Article 1394 of the said Code is amended by striking out the second paragraph.

77. Article 1399 of the said Code is amended :

(a) by replacing the word “personnels” in the fifth line of the first paragraph of the French version by the word “propres”;

Article 1389:

L'article 1389 C.c. est modifié quant à ses deuxième et troisième alinéas. En effet, la femme étant devenue pleinement capable et administratrice de ses biens, c'est à elle qu'il revient de faire l'inventaire des meubles qui peuvent lui échoir. D'où la nécessité de mettre les deux époux sur le même pied à cet égard.

Article 1389:

The second and third paragraphs of Article 1389 C.C. are modified. In effect, the wife having become fully capable and the administrator of her property, it is for her to make the inventory of the moveables that may fall to her; whence the necessity of putting the two consorts on the same footing in this respect.

Article 1399:

La modification apportée au deuxième alinéa de l'article 1399 est rendue nécessaire par suite du fait qu'en vertu du projet, la femme commune peut être poursuivie pour ses dettes tant sur ses propres que sur ses biens réservés.

Article 1399:

The amendment made to the second paragraph of Article 1399 was necessitated by the fact that the wife common as to property can, in virtue of the draft, be sued for her debts on both her private and reserved property.

b) en retranchant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa ce qui suit: « , après la dissolution de la communauté ».

78. L'article 1404 dudit code est modifié en retranchant dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, ce qui suit: « par suite de la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement ».

79. Les articles 1413 et 1414 dudit code sont remplacés par le suivant:

« **1413.** Dans tous les cas où il n'y a pas été dérogé explicitement ou implicitement par le contrat, la communauté reste soumise aux règles de la communauté de meubles et acquêts. ».

80. Le titre précédant l'article 1422 dudit code et intitulé « II. *De la clause de séparation de biens.* » est abrogé.

81. L'article 1422 dudit code, remplacé par l'article 20 du chapitre 66 des lois de 1964, est abrogé.

82. L'article 1423 dudit code est abrogé.

83. L'article 1424 dudit code, remplacé par l'article 21 du chapitre 66 des lois de 1964, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Aucun autre acte juridique fait avant le 1er juillet 1964 par une femme séparée de biens ne peut être invalidé pour cause de défaut de consentement de son mari, à moins que la nullité n'en soit prononcée dans une instance commencée avant le (insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10). ».

84. L'article 1425 dudit code est abrogé.

85. Le titre du chapitre deuxième A du titre quatrième du livre troisième, ainsi que les articles 1425a, 1425b, et 1425c dudit code, édictés par l'article 27 du chapitre 101 des lois de 1930/1931 et

(b) by striking out the words “, after the dissolution of the community” in the fourth and fifth lines of the second paragraph.

78. Article 1404 of the said Code is amended by striking out the words “in consequence of separation from bed and board or of separation of property only” in the second and third lines of the first paragraph.

79. Articles 1413 and 1414 of the said Code are replaced by the following:

“**1413.** The community remains subject to the rules of the community of moveables and acquets in all cases where they have not been implicitly or explicitly departed from by the contract.”.

80. The title preceding article 1422 of the said Code, entitled “II. *Of the Clause of Separation of Property.*”, is repealed.

81. Article 1422 of the said Code, replaced by section 20 of chapter 66 of the statutes of 1964, is repealed.

82. Article 1423 of the said Code is repealed.

83. Article 1424 of the said Code, replaced by section 21 of chapter 66 of the statutes of 1964, is amended by adding the following paragraph:

“No other juridical act entered into before July 1st, 1964 by a wife separate as to property shall be invalid for lack of her husband's consent, unless it is declared null in proceedings instituted before the (insert here the date of the coming into force of Bill 10).”.

84. Article 1425 of the said Code is repealed.

85. The title of Chapter Second A of Title Fourth of Book Third, and articles 1425a, 1425b and 1425c of the said Code, enacted by section 27 of chapter 101 of the statutes of 1930/1931

remplacés par l'article 22 du chapitre 66 des lois de 1964, sont de nouveau remplacés par ce qui suit:

« SECTION III.

« DES BIENS RÉSERVÉS.

« **1425a.** Les produits du travail personnel de la femme commune en biens, les économies qui en proviennent et les meubles ou immeubles qu'elle acquiert en en faisant emploi, sont, à peine de nullité de toute convention contraire, réservés à l'administration de la femme, et elle en a la jouissance et la libre disposition.

La femme ne peut, cependant, sans le concours de son mari, les aliéner à titre gratuit, ni aliéner ou hypothéquer les immeubles, ni aliéner ou nantir les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

Elle peut ester en justice, sans autorisation, dans toute action ou contestation relative à ses biens réservés.

Ces biens réservés ne comprennent pas les gains résultant du travail commun des époux. ».

86. Le chapitre troisième du titre quatrième du livre troisième dudit code, comprenant les articles 1426 à 1471, est remplacé par ce qui suit:

« CHAPITRE TROISIÈME.

« DE L'USUFRUIT LÉGAL DU
CONJOINT SURVIVANT.

« **1426.** Après la dissolution du régime légal ou du régime de communauté par décès, et en l'absence de testament à ce contraire, le survivant des conjoints a la jouissance des acquêts ou des biens de la communauté venant à ses enfants du chef du conjoint prédécédé; cette jouissance dure quant à chacun des enfants jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis ou jusqu'à son émancipation.

« **1427.** Sont à charge de cette jouissance:

and replaced by section 22 of chapter 66 of the statutes of 1964, are again replaced by the following:

“SECTION III.

“OF RESERVED PROPERTY.

“**1425a.** The proceeds of the personal work of the wife common as to property, the savings therefrom and the moveable or immoveable property she acquires by investing the same, are, on pain of the nullity of any covenant to the contrary, reserved to the administration of the wife and she has the enjoyment and free disposal of them.

The wife cannot, however, alienate them by gratuitous title, nor alienate or hypothecate the immoveables, nor alienate or pledge the stocks in trade and the household furniture in use by the family, without the concurrence of her husband.

She may appear before the courts without authorization in any action or contestation relating to her reserved property.

Such reserved property shall not include the earnings from the joint work of the consorts.”.

86. Chapter Third of Title Fourth of Book Third of the said Code, comprising articles 1426 to 1471, is replaced by the following:

“CHAPTER THIRD.

“OF THE LEGAL USUFRUCT OF THE
SURVIVING CONSORT.

“**1426.** After the dissolution of the legal regime or of the community regime by death and in the absence of any will to the contrary, the surviving consort has the enjoyment of the acquets or of the property of the community coming to their children from the deceased consort; such usufruct lasts as to each child until he is of the age of eighteen years or until he is emancipated.

“**1427.** The obligations incurred by this enjoyment are:

Article 1425a:

Cet article diffère du texte actuel du Code sur trois points:

1) *la loi du 18 juin 1964 a introduit dans les pouvoirs respectifs des époux sur les biens communs un déséquilibre qui a paru discutable. En effet, le mari, d'après le nouvel article 1292 C.c., ne peut, sans le concours de sa femme, aliéner ou hypothéquer les immeubles de la communauté, alors que la femme peut librement disposer de tous ses biens réservés qui sont, au même titre, des biens communs. Il est proposé de rétablir l'équilibre, d'où l'énoncé du deuxième alinéa du nouvel article 1425a;*

2) *vu le texte de portée générale adopté à l'article 184 qui établit une présomption de pouvoirs en faveur de l'époux qui détient un bien, et vu la complète capacité de la femme sous tous les régimes, la disposition de l'article 1425c n'a plus aucune utilité;*

3) *le troisième alinéa de l'article reproduit la disposition de l'ancien article 1425g C.c., qui avait été abrogé par la loi du 18 juin 1964. Il a paru nécessaire de prévoir formellement le droit pour la femme d'ester en justice relativement à ses biens réservés parce que ce sont des biens communs.*

Chapitre Troisième

De l'usufruit légal du conjoint survivant

Les praticiens sont d'avis que l'usufruit légal du conjoint survivant a, contrairement au douaire, une utilité pratique et qu'il permet d'éviter que le décès d'un époux ne désorganise trop la vie familiale. Les articles 1323 à 1332 C.c. ont donc été reproduits, mais en étendant ce système au nouveau régime légal de la société d'acquêts.

Article 1425a:

This article differs from the present text of the Code on three points:

(1) *the act of June 18, 1964 introduced an imbalance in the respective powers of the consorts over the community property that is debatable. In effect, under the new Article 1292 C.C., the husband cannot alienate or hypothecate the immovables of the community without the concurrence of his wife, whereas the wife can freely dispose of all her reserved property which is, at the same time, common property. It is proposed that the balance be re-established; whence the statement in the second paragraph of the new Article 1425a;*

(2) *the generality of the text adopted in Article 184 establishing a presumption of power in favour of the consort who is in physical possession of property, coupled with the full capacity of the wife under all the regimes, renders useless the provision of Article 1425c;*

(3) *the third paragraph of the Article reproduces the provision of the former Article 1425g C.C., which had been abrogated by the act of June 18, 1964. It appeared necessary to make formal provision for the wife's right to appear before the courts with respect to her reserved property, since the same is community property.*

Chapter Third

Of the legal usufruct of the surviving consort

Practitioners are of the opinion that the legal usufruct of the surviving consort, unlike dower, has a practical usefulness, and that it renders possible a prevention of too great a dislocation of family life upon the death of a consort. Articles 1323 to 1332 C.C. have been reproduced therefore, but their application has been extended to the new legal regime of partnership of acquets.

1. Les charges auxquelles sont tenus les usufruitiers;

2. La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, selon leur fortune;

3. Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;

4. Les frais funéraires et ceux de dernière maladie du conjoint prédécédé.

« **1428.** Cette jouissance cesse dans le cas d'un second mariage.

« **1429.** Elle ne s'étend pas aux biens donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

« **1430.** Dans les trois mois du décès d'un des époux, le survivant est tenu de faire inventaire des biens sur lesquels porte son usufruit.

« **1431.** Cet inventaire doit être fait par acte notarié portant minute et avec un légitime contradicteur.

« **1432.** Le survivant, sur requête présentée à l'un des juges de la Cour supérieure dans le délai fixé par l'article 1430, peut obtenir, à la discrétion du juge, que ce délai soit prolongé.

« **1433.** Le défaut d'inventaire dans le délai mentionné fait perdre à l'époux survivant la jouissance des revenus de ses enfants mineurs.

« **1434.** Le subrogé tuteur qui n'a point obligé le survivant à faire inventaire dans le délai, est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

« **1435.** Le subrogé tuteur peut demander la cessation de la jouissance du conjoint survivant si celui-ci ne se conforme pas aux obligations ci-dessus mentionnées résultant de son usufruit.

À défaut par le subrogé tuteur de demander cette cessation d'usufruit, tout parent des mineurs, jusqu'au degré du

1. Those to which usufructuaries are held;

2. The food, maintenance and education of the children, according to their fortune;

3. The payment of arrears or interest on capital;

4. The funeral expenses and those of the last illness of the predeceased consort.

“**1428.** This enjoyment ceases in the event of a second marriage.

“**1429.** It does not extend to the property given or bequeathed upon the express condition that the father and mother shall not enjoy it.

“**1430.** Within the three months next after the decease of one of the consorts, the survivor is obliged to make an inventory of the property subject to his usufruct.

“**1431.** The inventory must be made by notarial deed *en minute* and in the presence of a person qualified to contest.

“**1432.** The survivor, upon a motion presented to one of the judges of the Superior Court within the delay fixed by article 1430 may obtain, at the discretion of the judge, an extension of such delay.

“**1433.** The want of an inventory within the delay mentioned causes the surviving consort to lose the enjoyment of the revenue of his minor children.

“**1434.** The subrogate tutor, who has not compelled the survivor to make an inventory within the delays, is jointly and severally liable with him for all the condemnations that may be pronounced in favour of the minors.

“**1435.** The subrogate tutor may demand that the usufruct of the surviving consort cease if the latter does not fulfill the above obligations resulting from his usufruct.

In default of the subrogate tutor so demanding that the usufruct cease, any relation of the minor to the degree of

*Chapitre Quatrième**De la séparation de biens*

Pour plus de logique et de clarté, le projet traite dans un même chapitre de la séparation de biens conventionnelle et de la séparation de biens judiciaire.

*Section I**De la séparation de biens conventionnelle*

Les articles 1436, 1437 et 1438 du projet reproduisent la substance des articles 1422 et 1423 C.c.

Des modifications de forme ont été apportées afin de clarifier les textes et d'appuyer sur la complète égalité des époux, telle que promulguée par la loi du 18 juin 1964.

On notera que la disposition de l'actuel article 1425 C.c., n'est pas reproduite dans ce chapitre, mais se trouve incorporée dans celle plus générale du nouvel article 182 proposé par le projet.

*Section II**De la séparation de biens judiciaire*

Le projet ne traite pas de la séparation judiciaire en même temps qu'il régleme la communauté de meubles et acquêts comme le fait le Code actuel. C'est que la séparation judiciaire peut être prononcée à l'égard d'époux mariés sous tout régime quelconque, sauf bien entendu la séparation de biens conventionnelle.

*Chapter Fourth**Of separation of property*

For greater logic and clarity the draft deals with conventional separation of property and judicial separation of property in the same chapter.

*Section I**Of conventional separation of property*

Articles 1436, 1437 and 1438 of the draft reproduce the substance of Articles 1422 and 1423 C.C.

Modifications of form have been made in order to clarify the texts and to emphasize the complete equality of the consorts as proclaimed by the law of June 18, 1964.

It will be noted that the provisions of the existing Article 1425 C.C. have not been reproduced in this chapter, but have been incorporated into the new Article 182 proposed by this draft, which is of a more general scope.

*Section II**Of judicial separation of property*

Unlike the present Code, the draft does not deal with judicial separation at the same time as it regulates the community of moveables and acquets. The reason is that judicial separation can be pronounced with respect to consorts married under any regime whatsoever, with the obvious exception of the conventional separation of property.

cousin germain inclusivement, peut demander la nomination d'un tuteur *ad hoc* pour poursuivre cette demande.

cousin german inclusive, may demand the appointment of a tutor *ad hoc* for the purpose of proceeding with such demand.

« CHAPITRE QUATRIÈME.

“CHAPTER FOURTH.

« DE LA SÉPARATION DE BIENS.

“OF SEPARATION OF PROPERTY.

SECTION I.

SECTION I.

« DE LA SÉPARATION DE BIENS CONVENTIONNELLE.

“OF CONVENTIONAL SEPARATION OF PROPERTY.

« **1436.** Le régime de séparation de biens conventionnelle existe lorsque les époux l'ont stipulé dans leur contrat de mariage.

“**1436.** The regime of conventional separation of property exists when the consorts have stipulated it in their marriage contract.

« **1437.** Sous le régime de séparation de biens, chaque époux a l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens tant mobiliers qu'immobiliers.

“**1437.** Under the regime of separation of property, each consort has the administration, enjoyment, and free disposal of his property both moveable and immoveable.

La femme séparée de biens peut ester en justice et contracter sans l'autorisation de son mari.

The wife separate as to property may appear before the courts and contract without the authorization of her husband.

« **1438.** Chaque époux contribue aux charges du mariage suivant les conventions contenues au contrat de mariage ou, à défaut, en proportion de leurs ressources respectives.

“**1438.** Each consort contributes to the expenses of marriage according to the covenants contained in the marriage contract and in default thereof in proportion to their respective resources.

À défaut d'accord entre les époux, le tribunal peut, à la requête de l'un ou de l'autre, décider de la part contributoire de chacun.

In default of agreement between the consorts, the court may, on the motion of either, determine the contributory share of each.

« **1439.** Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont réputés appartenir aux deux indivisément, à chacun pour moitié.

“**1439.** Property with respect to which neither consort can establish an exclusive right of ownership is deemed to be held in undivided ownership one half by each.

« SECTION II.

“SECTION II.

« DE LA SÉPARATION DE BIENS JUDICIAIRE.

“OF JUDICIAL SEPARATION OF PROPERTY.

« **1440.** Sous le régime de la société d'acquêts, la séparation judiciaire de biens peut être poursuivie par l'un ou l'autre des époux, lorsque l'application des règles du régime se révèle contraire à l'intérêt du ménage.

“**1440.** Under the regime of the partnership of acquests, either of the consorts may obtain the judicial separation of property when it is revealed that the application of the rules of the regime is contrary to the interests of the household.

Articles 1440 et 1441:

Pour les époux mariés sous un régime communautaire, les règles actuelles ont été maintenues substantiellement. Les paragraphes 2 et 4 de l'article 1311 C.c. n'ont pas été reproduits, mais uniquement parce qu'ils

Articles 1440 and 1441:

The present rules have been substantially retained as to consorts married under a community regime. Paragraphs 2 and 4 of Article 1311 C.C. have not been reproduced for the sole reason that they added nothing.

« **1441.** Sous tout régime de communauté, la séparation de biens ne peut être poursuivie que par la femme et dans les cas suivants:

1. Lorsque ses intérêts sont mis en péril;
2. Lorsque le mari l'a abandonnée ou qu'elle est forcée de pourvoir seule, ou avec ses enfants, aux besoins de la famille.

« **1442.** La séparation de biens prononcée en justice remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

Elle est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée en la manière réglée au Code de procédure civile, à moins qu'elle ne soit jointe à un jugement de séparation de corps ou ne résulte de ce jugement.

« **1443.** L'un ou l'autre des époux peut, au cours de l'instance en séparation judiciaire de biens, enregistrer sur tout immeuble qui fait partie des acquêts ou de la communauté un avis de la demande.

« **1444.** Si les époux étaient mariés sous un régime communautaire et que le montant de la sentence en liquidation des droits de la femme n'est pas payé volontairement, l'exécution forcée a lieu comme dans les cas ordinaires.

Néanmoins, le mari peut contraindre sa femme à recevoir en paiement des immeubles, sur estimation par expert, pourvu que ces immeubles soient convenables et ne rendent pas la condition de la femme désavantageuse.

« **1445.** Les créanciers des époux ne peuvent demander la séparation, même du consentement de l'époux débiteur.

Néanmoins, au cas de déconfiture d'un époux, les créanciers de l'autre peuvent exercer les droits de leur débiteur jusqu'à concurrence de leurs créances.

« **1446.** Les créanciers d'un époux peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

“**1441.** Under any regime of community, separation of property can only be obtained by the wife and in the following cases:

1. When her interests are imperilled;
2. When the husband has abandoned her or she is forced to provide alone or with her children for the wants of the family.

“**1442.** Separation of property judicially obtained has a retroactive effect to the day of the institution of the action.

It has no effect so long as it has not been carried into execution in the manner provided for in the Code of Civil Procedure, unless it is joined to a judgment of separation from bed and board or results from such judgment.

“**1443.** Either of the consorts may, during the proceedings in judicial separation of property, register against any immoveable forming part of the acquets or of the community a notice that suit has been brought.

“**1444.** If the consorts were married under a community regime and if the amount at which the rights of the wife have been determined is not voluntarily paid, execution may be enforced as in ordinary cases.

Nevertheless, the husband may compel the wife to receive immoveables in payment, at a valuation established by experts, provided such immoveables are suitable and do not prejudice her interest.

“**1445.** The creditors of the consorts cannot ask for separation, even with the consent of the consort who is their debtor.

Nevertheless, in the case of insolvency of a consort, the creditors of the other may exercise the rights of their debtor to the extent of the amounts due them.

“**1446.** The creditors of a consort may adopt proceedings against a separation of property which has been pronounced, or even executed, in fraud of their rights; they may even intervene in the suit in which it is demanded, in order to contest it.

n'ajoutaient rien. Des règles nouvelles devaient toutefois être prévues pour le cas où les époux sont mariés sous le régime légal de la société d'acquêts. En ce dernier cas, en effet, rien n'exige que seule la femme puisse demander la séparation et l'article 1440 du projet prévoit que l'un ou l'autre des époux peut l'obtenir dès que l'application des règles du régime se révèle contraire aux intérêts du ménage.

Article 1442:

L'article 1442 reproduit la substance des articles 1312 et 1314 C.c. Toutefois, le texte précise que la séparation peut être effective malgré le défaut d'exécution, lorsqu'elle résulte d'un jugement en séparation de corps, comme l'ont suggéré avec insistance les auteurs et les praticiens, puisqu'en telle hypothèse la possibilité d'équivoque n'existe plus, ce qui est la raison d'être de la règle.

Article 1443:

L'article 1443 est de droit nouveau et vise à protéger un époux contre les fraudes possibles de son conjoint pendant l'instance en séparation.

Article 1444:

L'article 1444 reproduit les dispositions de l'article 1314e C.c. en précisant qu'elles ne s'appliqueront à l'avenir que si les époux étaient mariés sous un régime communautaire.

Articles 1445 et 1446:

Ces articles sont au même effet que les articles 1315 à 1322 C.c. mais, comme il se doit, ils s'appliquent aux deux époux, et non à la femme seule, lorsque ceux-ci sont mariés sous le régime légal de la société d'acquêts.

However, new rules had to be provided for the case where the consorts are married under the legal regime of the partnership of acquests. In effect, in the latter case, nothing requires that the wife alone be able to ask for separation, and Article 1440 of the draft provides that either of the consorts may obtain it as soon as the application of the rules of the regime is revealed to be contrary to the interests of the household.

Article 1442:

Article 1442 reproduces the substance of Articles 1312 and 1314 C.C. However, the text specifies that the separation can be effective in spite of the failure to execute it when it results from a judgment in separation from bed and board; this is in accordance with the earnest recommendations of authors and practitioners since, and this is the reason for the rule, in such a hypothesis the possibility of ambiguity no longer exists.

Article 1443:

Article 1443 is new law and seeks to protect a consort against possible frauds on the part of his spouse during the proceedings in separation.

Article 1444:

Article 1444 reproduces the provisions of Article 1314e C.C. and specifies that in the future they will only apply if the consorts were married under a regime of community.

Articles 1445 and 1446:

These articles are to the same effect as Articles 1315 to 1322 C.C. but they necessarily apply to both consorts and not to the wife alone when they married under the legal regime of the partnership of acquests.

« **1447.** Les époux judiciairement séparés de biens doivent contribuer, chacun proportionnellement à ses ressources, tant aux frais du ménage qu'à ceux de l'éducation des enfants communs.

« **1448.** Les époux judiciairement séparés de biens sont dans la même situation que les époux conventionnellement séparés de biens.

« **1449.** La dissolution de la société d'acquêts ou de la communauté opérée par la séparation, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie, à moins que le contraire n'ait été spécialement stipulé par le contrat de mariage. ».

87. L'article 1483 dudit code est abrogé.

88. L'article 1834 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1902, l'article 5 du chapitre 62 des lois de 1923/1924 et l'article 1 du chapitre 95 des lois de 1937, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du troisième alinéa, les mots « constatant si elle est commune en biens ou séparée de biens; » par ce qui suit: « attestant le régime matrimonial sous lequel elle est mariée; au cas de société d'acquêts ou ».

89. L'article 2029 dudit code est abrogé.

90. L'article 2113 dudit code, modifié par l'article 13 du chapitre 72 des lois de 1947 et l'article 8 du chapitre 45 des lois de 1948, est abrogé.

91. L'article 2114 dudit code est abrogé.

92. L'article 2115 dudit code, modifié par l'article 14 du chapitre 72 des lois de 1947 et l'article 9 du chapitre 45 des lois de 1948, est abrogé.

93. L'article 2234 dudit code est abrogé.

“**1447.** Consorts judicially separated as to property must contribute, each in proportion to his means, to the expenses of the household as well as to those of the education of their common children.

“**1448.** Consorts judicially separated as to property are in the same situation as consorts conventionally separate as to property.

“**1449.** The dissolution of the partnership of acquests or of the community effected by separation, either from bed and board or as to property only, does not give rise to the rights of survivorship, unless the contrary has been expressly stipulated in the contract of marriage.”.

87. Article 1483 of the said Code is repealed.

88. Article 1834 of the said Code, amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1902, section 5 of chapter 62 of the statutes of 1923/1924 and section 1 of chapter 95 of the statutes of 1937, is again amended by replacing the words “stating if he is under community or is separate as to property;” in the seventh and eighth lines of the third paragraph by the following: “attesting the matrimonial regime under which he is married; in the case of partnership of acquests or”.

89. Article 2029 of the said Code is repealed.

90. Article 2113 of the said Code, amended by section 13 of chapter 72 of the statutes of 1947 and section 8 of chapter 45 of the statutes of 1948, is repealed.

91. Article 2114 of the said Code is repealed.

92. Article 2115 of the said Code, amended by section 14 of chapter 72 of the statutes of 1947 and section 9 of chapter 45 of the statutes of 1948, is repealed.

93. Article 2234 of the said Code is repealed.

Articles 1447 à 1449:

Ces textes reproduisent, en les adaptant, les dispositions des articles 1317 à 1322 C.c.

Articles 1447 to 1449:

These texts reproduce, with adaptations, the provisions of Articles 1317 to 1322 C.C.

Article 1483:

Les auteurs du projet se sont expliqués sur l'opportunité de supprimer les prohibitions faites aux époux de contracter l'un avec l'autre.

Article 1483:

The authors of the draft have already given their view on the advisability of suppressing the prohibitions preventing the consorts from contracting with each other.

Article 1834:

Il était nécessaire de prévoir le cas des époux mariés sous le régime de la société d'acquêts.

Article 1834:

It was necessary to provide for the case of consorts married under the regime of partnership of acquests.

Article 2029:

Le projet suggère l'abolition pure et simple de l'hypothèque légale des femmes mariées, puisqu'à l'avenir elles auront toujours l'administration de leurs biens propres. D'ailleurs, il y avait là une protection qui, chez nous, ne présentait plus d'utilité pratique.

Article 2029:

The draft recommends the outright abolition of the legal hypothec of married women, since in the future they will always have the administration of their own private property. Moreover, this protection was no longer of any practical utility here.

Articles 2113, 2114 et 2115:

Ces articles doivent être supprimés, vu la suppression de l'hypothèque légale d'une part, et la reconnaissance de la pleine capacité de la femme mariée d'autre part.

Articles 2113, 2114 and 2115:

These articles must be repealed in view of the suppression of the legal hypothec on the one hand and the recognition of the full capacity of the married woman on the other.

Article 2234:

La disposition actuelle n'a plus de motif, étant donné la capacité de la femme mariée et son droit d'administrer ses propres.

Article 2234:

The capacity of the married woman and her right to administer her private property results in there being no further need for this article.

94. L'article 814 du Code de procédure civile est remplacé par le suivant :

« **814.** Chaque époux peut faire saisir avant jugement les biens meubles qui lui appartiennent et qui sont entre les mains de son conjoint; il peut faire de même à l'égard des biens de son conjoint dans lesquels il aurait droit à une part au cas de dissolution du régime matrimonial.

Les meubles saisis restent sous la garde du conjoint à moins qu'un juge n'en décide autrement. ».

95. L'article 815 dudit code est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

« **815.** Chaque époux peut en outre dénoncer la demande au registrateur de la division d'enregistrement où sont situés des immeubles qui font partie de la communauté ou des acquêts en lui faisant signifier un avis contenant la description de ceux-ci. Le registrateur doit sans délai noter l'action dans l'index aux immeubles. ».

96. L'article 817 dudit code est remplacé par le suivant :

« **817.** Le jugement qui fait droit à une demande en séparation de corps ou en nullité de mariage doit être enregistré sans délai au registre central des régimes matrimoniaux, établi conformément aux dispositions de la loi. La date de cet enregistrement doit être indiquée sur toutes les expéditions du jugement. ».

97. Toute demande faite avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*) en vertu des articles 1298 et 1425*b* du Code civil tels qu'ils se lisaient immédiatement avant cette date est caduque, et les pouvoirs qui auraient été accordés au mari par application de ces articles cessent de plein droit.

98. Les douaires, légal ou conventionnel, établis avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*) demeurent assujettis aux dispositions du Code civil les régissant, comme si ces dispositions n'avaient pas été remplacées.

94. Article 814 of the Code of Civil Procedure is replaced by the following :

“**814.** Each consort may seize before judgment the moveable property belonging to him which is in the hands of his spouse; he may do likewise with regard to the property of his spouse in which he would be entitled to a share in the case of dissolution of the matrimonial regime.

The moveable property seized remains in the custody of the spouse unless the judge orders otherwise.”.

95. Article 815 of the said Code is amended by replacing the first paragraph by the following :

“**815.** Each consort may also advise the registrar of the registration division in which the immoveables forming part of the community or acquets are situated of the action by having served upon him a notice containing a description of the immoveables. The registrar must forthwith note the action in the index to immoveables.”.

96. Article 817 of the said Code is replaced by the following :

“**817.** Every judgment maintaining an action in separation from bed and board or in annulment of marriage must forthwith be registered in the central register of matrimonial regimes, established in conformity with the provisions of law. The date of such registration must appear on every copy of the judgment.”.

97. Any proceedings instituted before the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*) under articles 1298 and 1425*b* of the Civil Code, as they read immediately before such date, is null and void, and the powers that may have been granted to the husband by the application of these articles cease *pleno jure*.

98. Legal or conventional dowers established before the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*) remain subject to the provisions of the Civil Code which govern them, as if such provisions had not been replaced.

Article 817:

La modification est requise pour donner effet à la suggestion faite précédemment d'un registre central des régimes matrimoniaux (voir note sous l'article 1266b).

Article 817:

The modification is necessary to give effect to the suggestion made earlier that a central register of matrimonial regimes be established (see note under Article 1266b).

99. Les femmes qui se sont mariées avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*) ont désormais la capacité et les droits que la présente loi leur reconnaît suivant leur régime matrimonial.

Le présent article ne porte atteinte à aucun contrat, ni à aucune obligation existants.

Toute action intentée avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 10*) peut être continuée comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

100. La présente loi entrera en vigueur le 1er juillet 1969.

99. Women who married before the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*) shall henceforth have the capacity and rights granted to them by this act according to their matrimonial regime.

This article shall not prejudice any existing contract or obligation.

Every action instituted before the (*insert here the date of the coming into force of Bill 10*) may be continued as if this act had not been passed.

100. This act shall come into force on the 1st of July 1969.

